



# INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS

*La fédération syndicale internationale des  
travailleurs/euses des services publics*

FRANÇAIS



# 2017

# Rapport Annuel

# 2017 a marqué la fin du mandat du Congrès de 2012 et a été une période importante de défis pour les affiliés de l'ISP et de reconstruction pour l'ISP.

**P**endant la période du mandat, les syndicats et les travailleurs/euses du secteur public ont rencontré d'importantes difficultés. Les mesures d'austérité ont continué d'être imposées, les droits syndicaux ont été bafoués, l'extrême droite a gagné du terrain, et nous avons assisté à une véritable diabolisation des femmes, des migrant(e)s et des groupes vulnérables. Mais nous avons également vu apparaître de nouvelles opportunités : une meilleure prise de conscience des échecs du néolibéralisme, des preuves croissantes de l'insuccès de la privatisation et la volonté d'accéder à une situation meilleure et radicalement différente.

Pour faire face aux difficultés et exploiter ces opportunités, l'ISP a amplifié ses activités dans divers domaines prioritaires, investi dans sa capacité de communication, continué de renforcer ses activités de projets, établi des réseaux sectoriels et élargi ses recherches et ses publications. 2017 a marqué la fin du mandat du Congrès de 2012 et a été une



## INTRODUCTION

période importante de défis pour les affiliés de l'ISP et de reconstruction pour l'ISP.

L'ISP a joué un rôle actif dans la vague mondiale de remunicipalisations; nos efforts ont contribué à la ratification de la Convention n°151 aux Philippines et à la reconnaissance du syndicat du secteur de la santé NAHWUL, au Liberia, au terme d'une campagne de quatre ans.

Notre travail a permis de faire en sorte que la Commission sur l'emploi en santé et la croissance économique des Nations Unies (ComHEEG) ne considère pas les PPP comme un moyen de palier le manque de 18 millions de travailleurs/euses de la santé, prévu d'ici à 2030 à l'échelle mondiale, mais qu'elle s'engage plutôt à investir davantage dans la santé publique. Nous avons également contribué à empêcher la signature d'accords commerciaux, tels que l'Accord sur le commerce des services (ACS), et à créer un nouveau débat politique sur les impôts grâce à la mise en place de la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés.

Toutefois, si 2017 a marqué la fin d'une période, elle a également été le début d'une autre : en novembre, nous avons organisé notre Congrès sur le thème « Le peuple au-dessus du profit ».

Ce Congrès nous a rappelé que non seulement les services publics de qualité étaient indispensables à une vie meilleure pour tous, mais aussi que notre travail améliorerait réellement la vie des travailleurs/euses et des usagers/ères des services publics à travers le monde.

Le Congrès de l'ISP de 2017 a confirmé notre orientation politique et a très largement approuvé le Programme d'action global (PdA) intitulé « Le peuple au-dessus du profit », ainsi qu'une grande variété de résolutions proposées par les affiliés et une révision des statuts.

L'ensemble de ces textes recense les principales difficultés des travailleurs/euses des services publics et de leurs syndicats ; ils définissent la position de l'ISP par rapport à ces difficultés et approuvent une diversité d'actions qui s'appuient sur le mandat et le travail des cinq années précédentes.

Pour atteindre nos objectifs, nous devons définir des priorités claires et concentrer nos énergies sur les questions et les opportunités pour lesquelles nous pouvons agir efficacement. Aussitôt après le Congrès de 2017, le Secrétariat de l'ISP a commencé à travailler sur un document stratégique pour cinq ans intitulé « Placer le peuple au-dessus du profit », qui présente les grandes lignes de nos priorités pour le nouveau mandat. Lorsqu'elles seront adoptées, ces priorités seront intégrées aux programmes de travail régionaux et sectoriels.

***Je me réjouis de passer les cinq prochaines années à travailler avec vous et à œuvrer pour un monde qui place réellement le peuple au-dessus du profit.***

**Rosa PAVANELLI, Secrétaire générale de l'ISP**

**L'ISP fait partie d'un milieu évolutif composé de groupes qui cherchent à comprendre les incidences des propositions politiques relatives au financement innovant et au financement mixte.**

**A**u niveau mondial, l'année 2017 affiche des contradictions importantes : d'un côté, les critiques contre la privatisation sous ses divers aspects sont de plus en plus vives, et validées par les institutions de l'ensemble de la sphère politique et, d'un autre côté, le système des Nations Unies a tendance à recourir davantage au « financement innovant et/ou mixte » (considéré comme une forme de privatisation) pour atteindre les Objectifs de développement durable approuvés par ses États membres en 2015.

L'ISP fait partie d'un milieu évolutif composé de groupes qui cherchent à comprendre les incidences des propositions politiques relatives au financement innovant et au financement mixte. Tout porte à croire pour l'instant que des entreprises de services financiers vont se joindre à l'ensemble des entreprises participant déjà à la privatisation et aux partenariats public-privé. C'est ainsi que nous observons des propositions de financiarisation et de titrisation des actifs des PPP afin qu'ils soient commercialisés plus rapidement sur les marchés financiers. L'OCDE et le G20 travaillent en collaboration avec la Banque mondiale sur ces propositions. Ce n'est pas nouveau, mais c'est la première fois que cette question se retrouve sur le devant de la scène pour les politiques de développement mondiales.

## LUTTER CONTRE LA PRIVATISATION ET

# Promouvoir des Services

# Publics de Qualité

Cette approche consiste essentiellement à faire en sorte qu'une grande partie du financement public, provenant notamment des banques internationales de développement et des agences nationales de développement, soit utilisée pour créer un « environnement propice » avec des lois et des réglementations qui protègent les investisseurs privés, et pour réduire les risques des personnes qui investissent dans la privatisation – une série de garanties publiques. En substance, davantage de subventions publiques servent à générer des bénéfices privés, et la communauté financière joue un rôle beaucoup plus important dans la privatisation des actifs.

1





**La résistance à la privatisation est active aux niveaux des villes, des États et des pays.**

**La vague de remunicipalisation continue de prendre de l'ampleur, dans tous les secteurs. L'ISP s'efforce de mieux préparer les syndicats à jouer un rôle actif dans la défense des droits et des intérêts des travailleurs/euses qui, suite à la remunicipalisation, passeront d'une gestion privée à une gestion publique.**

Au Chili, en mars, plusieurs centaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues pour demander un système public de sécurité sociale financé par l'État, les employeurs et les travailleurs/euses. Ils scandaient le slogan « NO+AFP », pour exiger la suppression des Administrateurs de caisses de retraite, mis en place sous le régime de Pinochet en 1981.

**NO+AFP**

*Manifestation « NO+AFP » au Chili*

En juillet, les affiliés de l'ISP aux Caraïbes ont discuté avec le Caribbean Centre for Development Administration (Centre des Caraïbes pour la gestion du développement – CARICAD), la Commission sur l'économie (COE) de la Communauté caribéenne (CARICOM) au sujet de la croissance, du développement économique et de la Charte de la fonction publique caribéenne.

Les trois parties se sont accordées à dire que les services publics caribéens avaient un rôle primordial à jouer dans le développement permanent des pays de la sous-région. Les affiliés ont promis de travailler ensemble et de continuer à créer des alliances et à renforcer le dialogue avec les organisations de la CARICOM.



*Discussion entre les affiliés caribéens et les responsables de la CARICOM sur les syndicats des services publics des Caraïbes*

À São Paulo, Brésil, le *Sindicato dos Servidores Municipais* (Syndicat des travailleurs municipaux – SINDSEP-SP) a lancé une campagne intitulée « São Paulo n'est pas à vendre » pour protester contre les projets du maire de privatiser des actifs publics et d'externaliser des services publics.

Enquête sur la privatisation

# CINQ HÔPITAUX ONT ÉCHAPPÉ AUX PPP GRÂCE À L'ACTION DES AFFILIÉS



São Paulo n'est pas à vendre



En Australie, le Comité de coordination nationale de l'ISP (NCC), en collaboration avec les affiliés NSWMA et HSU, a lancé une enquête sur la privatisation auprès de la population, intitulée *People's Inquiry into Privatisation*. Les affiliés ont réussi à empêcher la mise en place de PPP dans cinq hôpitaux.

La plate-forme en ligne [peopleoverprof.it](http://peopleoverprof.it) vous permet de télécharger le rapport et d'accéder à la base de connaissances mondiales sur la privatisation des biens publics.



**L'ISP est l'une des rares organisations qui défendent systématiquement et inlassablement l'intérêt public, les services publics et le secteur public dans les forums mondiaux, souvent contre le lobbying concerté des grandes entreprises.**

**E**n 2017, les institutions mondiales, publiques comme privées, ont continué d'accroître leur influence sur les lois et les normes que les gouvernements nationaux sont tenus de suivre, le plus souvent avec peu d'engagement direct, voire pas du tout, vis-à-vis des travailleurs/euses et de la population au niveau national ou local. L'ISP a veillé à faire entendre la perspective spécifique des travailleurs/euses des services publics.

L'ISP est l'une des rares organisations qui défendent systématiquement et inlassablement l'intérêt public, les services publics et le secteur public dans les forums mondiaux, souvent contre le lobbying concerté des grandes entreprises.

En 2017, l'ISP a remporté de réelles victoires pour les travailleurs/euses et les usagers/ères des services publics de qualité. Les exemples cités ci-dessous s'ajoutent au travail mentionné dans d'autres parties du présent rapport sur des questions telles que la lutte contre la privatisation et la défense des droits syndicaux.

## FISCALITÉ

En 2017, l'ISP a cherché à combattre le mythe de la concurrence fiscale, à élargir les campagnes nationales et à faire passer le message de la justice fiscale aux travailleurs/euses et aux populations locales.

## INFLUENCER LES

# Politiques mondiales

Nous avons mis en lumière le scandale de l'évasion fiscale pratiquée par les entreprises et fait pression sur les institutions mondiales pour qu'elles rendent les règles fiscales plus justes à l'échelle planétaire. Nous utilisons de plus en plus nos travaux sur les impôts pour dénoncer les



JAYATI GHOSH



THOMAS PIKETTY



GABRIEL ZUCMAN



WAYNE SWAN



excès du pouvoir des entreprises au niveau mondial. L'ISP continue d'être reconnue comme spécialiste mondiale sur la justice fiscale dans le domaine du travail et a été invitée à la table des experts dans le cadre des activités des Global Reporting Initiatives pour définir une norme sur les déclarations de revenus mondiales des entreprises. Une consultation sur cette norme est prévue en 2018.

En janvier, l'ISP a emmené une délégation de dirigeant(e)s syndicaux du secteur public à l'école New Year's School de la CSI-Afrique pour s'associer aux centrales nationales africaines afin de promouvoir le travail sur la justice fiscale à travers l'Afrique et de mieux collaborer avec les syndicats du secteur privé. Une réunion de coordination régionale pour l'Afrique a été organisée en août, au Nigeria, parallèlement à un atelier de formation pour la jeunesse africaine sur la justice fiscale, destiné à encourager la participation d'un plus grand nombre de jeunes à la campagne.

## ICRICT

**L'ISP continue de coprésider le Groupe directeur de la Commission indépendante pour la réforme de l'impôt international sur les sociétés (ICRICT).**

Cette année, la Fondation Ford a versé 250.000 USD pour deux ans, en plus du soutien constant aux manifestations de la FES, ce qui a permis à l'ICRICT d'embaucher deux personnes. L'ISP a présidé la réunion stratégique annuelle à Paris pour programmer une promotion plus soutenue des déclarations. Le succès actuel a donné une meilleure visibilité à l'ICRICT grâce à la publication de plus de 200 articles d'information conventionnels. Ces succès ont suscité davantage d'intérêt pour l'ICRICT.

*Plusieurs personnalités devraient rejoindre l'ICRICT en 2018, notamment Jayati Ghosh, Thomas Piketty, Gabriel Zucman et Wayne Swan.*

Article d'opinion  
dans The Guardian



## FORUM SUR LA FISCALITÉ ET LE GENRE À BOGOTÁ

En partenariat avec le Réseau pour la justice fiscale, l'ISP a organisé un suivi du Forum de l'ISP sur la fiscalité et le genre tenu en 2016.

Ce suivi, qui a eu lieu en juin à Bogotá, a présenté une perspective féministe mondiale en faveur de la justice fiscale dans le contexte d'un système économique général qui exclut et désavantage les femmes.

## ATELIERS NATIONAUX SUR LA JUSTICE FISCALE

Des ateliers nationaux sur la justice fiscale dans le cadre de la campagne par pays en Amérique latine ont été organisés au Brésil, en Argentine, au Costa Rica et en Uruguay.



## AMÉRIQUE LATINE

### LE PRIX QUE NOUS PAYONS

La première du film *The Price We Pay* (Le prix que nous payons) a été projetée en espagnol dans les pays d'Amérique latine.

## CAMPAGNE INTERNATIONALE EN PARTENARIAT AVEC L'ALLIANCE MONDIALE POUR LA JUSTICE FISCALE

L'ISP a travaillé en partenariat avec l'Alliance mondiale pour la justice fiscale sur une campagne internationale en faveur de la justice fiscale et des droits des femmes, qui a débuté en mars 2017.



### ARTICLE D'OPINION DANS THE GUARDIAN

À l'occasion de la Journée des services publics 2017, l'ISP a publié une déclaration dans le journal britannique The Guardian, insistant sur l'urgence de mettre fin à l'évasion fiscale des entreprises pour financer les services publics.



## ASIE

### ATELIERS NATIONAUX SUR LA JUSTICE FISCALE

Un atelier sur la justice fiscale a été organisé en Inde, en octobre, dans le cadre de la campagne par pays en Asie.

### ATELIER POUR LES COMMUNICANTS SYNDICAUX

Un atelier pour les communicants syndicaux a été organisé en mai pour faire suite à l'atelier de 2016. Il a donné lieu à un recueil d'études de cas sur les entreprises qui remportent des marchés publics et recourent aux paradis fiscaux, intitulé Private Profits and the Public Purse (Bénéfices privés et argent public).

## AFRIQUE

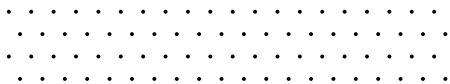
### ATELIERS NATIONAUX SUR LA JUSTICE FISCALE

Des ateliers nationaux sur la justice fiscale ont été organisés dans le cadre de la campagne par pays en Afrique en Tanzanie, au Kenya, au Nigeria, en Afrique du Sud et au Ghana.

*Vingt jeunes travailleurs/euses, représentant 16 affiliés du Kenya, de Tanzanie, du Rwanda, du Ghana et du Nigeria se sont réunis à Abuja.*



# COMMERCE



Le Secrétaire régional de l'ISP pour la région interaméricaine, Jocelio Drummond (à gauche), lors d'un séminaire au Brésil soutenu par la FES

## BRÉSIL

En février, avec le soutien de l'ISP, les fédérations syndicales brésiliennes ont mis en place un groupe syndical contre l'ACS (Accord sur le commerce des services), lors d'une réunion tenue à São Paulo. Le Brésil n'étant pas partie aux négociations, il a été décidé que la sensibilisation au sein des syndicats, auprès des travailleurs/euses et du grand public serait plus efficace qu'une action directe.

Avec le soutien de la FES, l'ISP a organisé un séminaire en août, également à São Paulo, pour discuter et expliquer ce que l'ACS proposait. Les fédérations syndicales, les syndicats et d'autres organisations de défense des services publics ont participé à ce séminaire.

## CHILI

Au Chili, les syndicats affiliés à l'ISP et la plate-forme Chile Mejor sin TPP (Le Chili se porte mieux sans le TPP) ont organisé une réunion de coordination à Viña del Mar, en mars, pour célébrer la tentative manquée du Chili de proposer l'Accord de partenariat transpacifique (TPP), ce qui coïncidait avec le sommet des Ministres des Affaires étrangères sur l'Alliance du Pacifique, qui se déroulait sur plusieurs jours dans la même ville.

## ÉTATS-UNIS, CANADA & MEXIQUE

En mai, Robert E. Lighthizer, le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales, a officiellement fait part au Congrès américain de son intention de renégocier l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA). Le même mois, le Sommet des organisations sociales du Canada, des États-Unis et du Mexique s'est tenu à Mexico. Les participant(e)s à ce sommet ont condamné l'orientation et le principe directeur du traité, et ont signalé qu'ils/elles travaillaient à l'élaboration d'un nouveau modèle d'intégration, de coopération et d'échange entre les pays afin de garantir le bien-être de tous et le respect total des droits humains. José Olvera, dirigeant du syndicat des employé(e)s de l'université de Mexico, le Sindicato de Trabajadores de la Universidad Nacional Autónoma de México (STUNAM), affilié de l'ISP, a participé à ce sommet.



Réunion au Mexique.



En juin, les affiliés de l'ISP des États-Unis et du Canada ont commenté les renégociations de l'ALENA proposées par le Représentant des États-Unis pour les questions commerciales : « Nous devons adopter une nouvelle approche commerciale qui place les intérêts des travailleurs/euses et l'environnement au premier plan. Nous avons besoin d'une économie qui donne une grande priorité aux emplois, au niveau de vie, à la durabilité et aux droits du travail ».

En août, le même jour que le début de la renégociation de l'ALENA, les syndicats, les organisations sociales et paysannes, et d'autres groupes du réseau México Mejor sin TLCs (Le Mexique se porte mieux sans accords de libre-échange), ont défilé dans les rues de Mexico jusqu'au ministère des Affaires étrangères, où ils ont installé une plate-forme présentant le programme du traité. Le STUNAM faisait partie des signataires.

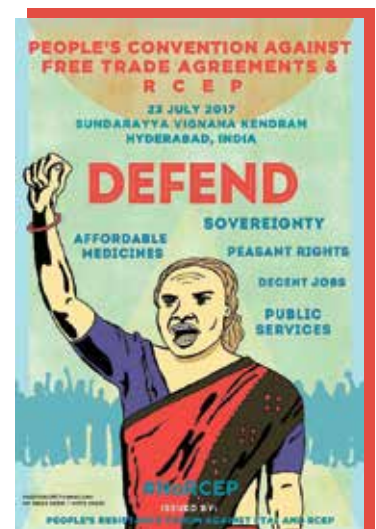
## ARGENTINE

L'ISP et ses affiliés ont participé au mouvement d'opposition à la 11<sup>ème</sup> Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) organisée à Buenos Aires, Argentine, du 10 au 13 décembre. La réunion s'est achevée sans qu'un accord soit conclu. Le programme de l'OMC, s'il est approuvé, bénéficierait uniquement aux entreprises transnationales et aurait de graves conséquences pour les citoyen-ne-s ordinaires. L'ISP et ses affiliés étaient présents à la fois dans la salle de la conférence officielle pour faire pression sur les gouvernements en leur demandant de rejeter les propositions qui porteraient préjudice à la population, et à l'extérieur, dans des réunions parallèles et des marches de protestation.

## ASIE - PACIFIQUE

En Asie-Pacifique, le soulagement initial à l'annonce de l'échec de l'Accord de partenariat transpacifique (TPP), suite au retrait des États-Unis, s'est rapidement dissipé. Les 11 pays restants ont poursuivi les discussions, mais ont apporté très peu de modifications (concernant essentiellement sur les dispositions relatives à la propriété intellectuelle), avec le Japon aux commandes à la place des États-Unis. Par ailleurs, les négociations sur le Partenariat économique régional intégral continuent désormais avec l'ASEAN et six pays supplémentaires (Chine, Inde, Japon, Corée, Australie, Nouvelle-Zélande). Ce partenariat est tout aussi dangereux puisqu'il maintient la plupart des sections préjudiciables (sauf la section sur les entreprises publiques) et qu'il ne prévoit pas de disposition sur le travail ou l'environnement.

Affiche



Manifestation de l'ISP à la 11<sup>ème</sup> Conférence ministérielle de l'OMC à Buenos Aires

# MIGRATION ET RÉFUGIÉS

**L'ISP a poursuivi son travail sur la migration et les réfugiés, en privilégiant la perspective basée sur les droits et l'accès à des services publics de qualité, en particulier pour les femmes et les enfants, qui représentent la majeure partie des personnes déplacées.**

Conflits, violence, violations des droits humains, catastrophes climatiques, pauvreté et chômage sont autant de facteurs qui ont contraint les personnes à fuir leur pays, à la recherche d'un lieu sûr et de moyens de subsistance.

En 2017, selon les estimations, il y a eu 250 millions de migrants internationaux, plus de la moitié étant des travailleurs/euses. À ce chiffre s'ajoutent 66 millions de personnes qui auraient été déplacées de force de leur domicile en raison de la violence, des conflits et des violations des droits humains. Parmi ces personnes déplacées, environ 22 millions étaient des réfugiés et près du double étaient des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

Les pays en développement ont continué d'accueillir plus de 80% des réfugiés du monde, tandis que les pays riches comme les pays européens et les États-Unis ont fermé leurs frontières, engagé des accords pour empêcher l'entrée des migrant(e)s et des demandeurs d'asile, arrêté et expulsé les migrants, ou les ont enfermés dans des centres de rétention ou d'hébergement.

À la fin de l'année, un reportage diffusé dans les médias sur les migrants détenus en Libye, qui vivaient dans des conditions inhumaines et étaient vendus aux enchères comme esclaves, a choqué le monde entier, mais la réaction internationale a été très limitée. Pendant que des accords étaient conclus pour renforcer les frontières et faire passer les mesures de sécurité avant les droits humains, les migrants et les demandeurs d'asile n'ont pas eu d'autre choix que d'emprunter des itinéraires encore plus dangereux, ce qui les a placés dans des situations extrêmement difficiles et a entraîné une hausse du nombre de décès de migrants.

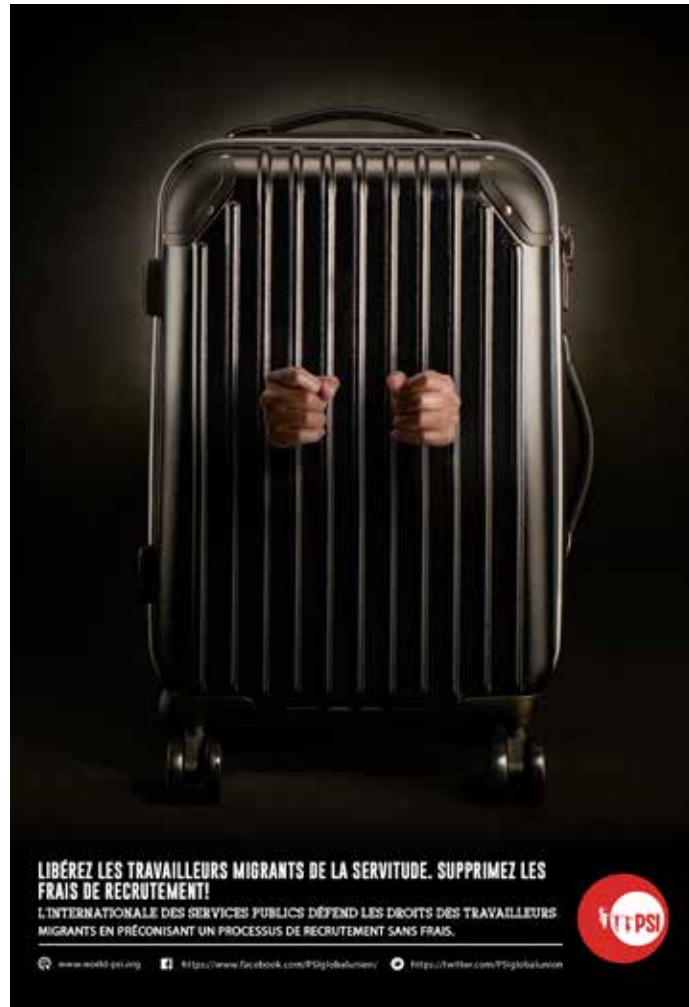
Dans ce contexte, l'ISP a poursuivi son travail sur la migration et les réfugiés, en privilégiant la perspective basée sur les droits et l'accès à des services publics de qualité, en particulier pour les femmes et les enfants, qui représentent la majeure partie des personnes déplacées.

## MIGRATION

Concernant la question de la migration, nous avons commencé l'année par le lancement de la Campagne pour la gratuité du recrutement ([www.world-psi.org/nrf](http://www.world-psi.org/nrf)) et nous avons organisé des activités de suivi au niveau national au Nigeria, en Afrique du Sud et aux Philippines.

*Plus de 60 représentant(e)s syndicaux et de groupes de la société civile ont assisté au premier colloque public régional sur le recrutement juste et éthique, le 10 janvier 2017, à Davao, Philippines.*

*La Campagne de l'ISP pour la gratuité du recrutement a été lancée au niveau régional pendant le colloque.*



*Les frais de recrutement sont injustes. Les travailleurs/euses ne devraient pas payer pour obtenir un travail décent. Tous les travailleurs/euses ont le droit d'avoir un travail décent, qu'ils/elles restent dans leur pays ou qu'ils/elles travaillent à l'étranger.*



*Autour de 80 représentant(e)s de syndicats affiliés à l'ISP au Nigeria, d'agences gouvernementales, d'organisations de la société civile et des médias ont lancé la Campagne de l'ISP pour la gratuité du recrutement dans le pays, les 3-4 octobre, à Abuja.*





Nous avons profité de la tenue du Congrès mondial de l'ISP à Genève pour plaider en faveur de la suppression de la politique et de la pratique des frais de recrutement imposés aux travailleurs/euses migrants, ce qui les place souvent dans des situations de servitude pour dette et d'exploitation. Nous avons appelé à la protection des droits des travailleurs/euses migrants, au travail décent et au recrutement juste et éthique, conformément aux principes et directives de l'OIT sur le recrutement éthique, qui ont été adoptés récemment.

En juin, pendant la Conférence internationale du Travail (CIT), l'ISP a participé activement à la Discussion générale de l'OIT sur les migrations de main-d'œuvre. La Conférence a donné lieu à l'adoption de recommandations définissant la compétence et l'engagement de l'OIT à l'égard du Pacte mondial sur les migrations des Nations Unies.



*Herbert Beck (Ver.di, Allemagne) et Annie Geron (PSLINK, Philippines), de la Commission pour les migrations de main-d'œuvre, au moment de la 106<sup>ème</sup> Conférence internationale du Travail, à Genève.*

Toujours pendant la CIT, l'ISP a travaillé au sein de la Commission qui a œuvré en faveur de l'adoption de la Recommandation n°205 de l'OIT (sur l'emploi et le travail décent pour la paix et la résilience), qui comporte des protections spécifiques pour les migrants, les personnes déplacées de force et les réfugiés lors des interventions et de la réhabilitation faisant suite à une catastrophe.

Tout au long de l'année, l'ISP a participé activement aux consultations relatives au Pacte mondial sur les migrations des Nations Unies, qui sera adopté en 2018. L'ISP s'est adressée aux négociateurs des États membres en qualité d'intervenante dans l'une des consultations thématiques à Genève, et a pris part aux diverses consultations mondiales, régionales et nationales en lien avec le Pacte mondial, notamment la réunion d'évaluation organisée en décembre au Mexique.



Nous avons travaillé avec les autres Fédérations syndicales internationales et des alliés de la société civile sur la défense des droits des migrants et, plus particulièrement, sur l'accès des migrants aux services publics tels que la santé, l'éducation et les services sociaux, qui sont indispensables à l'inclusion, à l'intégration et à la lutte contre le racisme et la xénophobie.

L'ISP était présente au 10<sup>ème</sup> Forum mondial sur la migration et le développement, tenu du 28 au 30 juin, à Berlin, Allemagne, qui était lui aussi en lien avec le Pacte mondial sur les migrations. L'ISP a évoqué le mécanisme commercial du Forum mondial sur la migration et le développement, en attirant l'attention sur la Campagne pour la gratuité du recrutement et en

tous les processus qui ont mené à l'élaboration du Pacte mondial sur les migrations ont permis d'intégrer la question de la gratuité du recrutement dans les engagements du Pacte mondial susceptibles de donner lieu à une action en justice. En dépit des difficultés

de langage, les migrants, quel que soit leur statut, ont accès aux services de base. Nous tenons à veiller à ce que les syndicats soient reconnus comme des acteurs indispensables de la mise en œuvre du Pacte mondial.

## RÉFUGIÉS

**L'ISP a piloté un projet de planification sur les réfugiés en Tunisie, en Algérie et en Turquie, en collaboration avec nos affiliés suédois et Union To Union. Ce projet pilote a contribué à la mise au point d'un projet sur deux ans (2018-2019) concernant les droits humains, les syndicats et les services publics de qualité pour les réfugiés et les travailleurs/euses migrants de la région MENA, plus précisément au Liban, en Tunisie et en Algérie.**

Dans le cadre du projet, deux vidéos ont été réalisées pour présenter le rôle que joue le syndicat de l'eau de l'ISP au Liban pour fournir de l'eau potable aux réfugiés et aux populations locales. L'ISP est allée plus loin en prenant en considération la question des personnes déplacées dans leur propre pays, qui s'inscrit dans le phénomène mondial du déplacement forcé que nous connaissons actuellement, provoqué par les conflits et le changement climatique.



*Affiche de la Journée internationale des migrants*

citant l'Accord de travail bilatéral entre l'Allemagne et les Philippines pour les infirmières, qui donne un exemple de bonne pratique du dialogue social dans un accord sur les migrations de main-d'œuvre.

Nos interventions régulières dans



*Les affiliés suédois et l'ISP en visite au Liban pour évaluer la situation des réfugiés et proposer au pays de participer à un projet de deux ans (2018-2019) dans la région MENA.*

*Les travailleurs/euses du secteur de l'eau, à Tripoli, se battent pour mettre fin à la contractualisation de leurs jeunes collègues et étendre le service public d'eau à l'ensemble de la population.*



Les rapports et d'autres informations sont accessibles sur le site Internet de l'ISP dédié à la migration et aux réfugiés : [www.world-psi.org/migration](http://www.world-psi.org/migration).

## // NOUS AVONS ÉTÉ DES RÉFUGIÉS, NOUS AVONS SURVÉCU À LA GUERRE, ET MAINTENANT NOUS POUVONS AIDER NOS CAMARADES

GEORGES MOUSSA (SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DE L'EAU/NORD DU LIBAN)

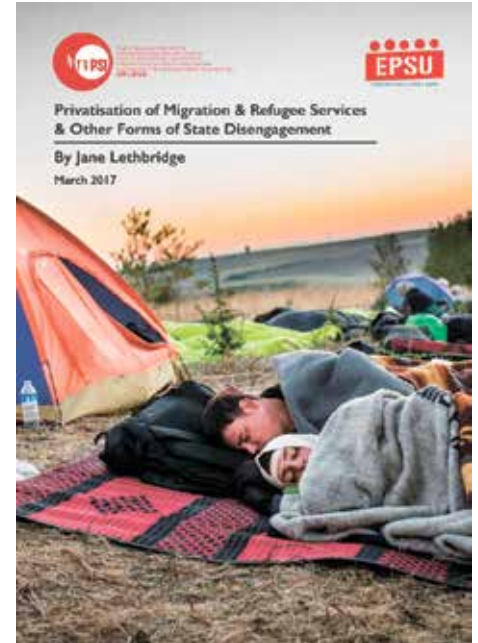
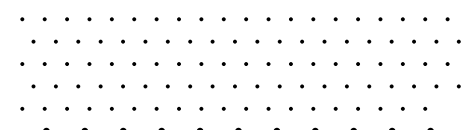
*« Solidarité sans frontières ». Des réfugiés syriens qui fuyaient la guerre se sont installés dans la localité de Georges, au Liban ; avec son syndicat, il fait en sorte qu'ils aient tous accès au service public d'eau potable et d'assainissement.*



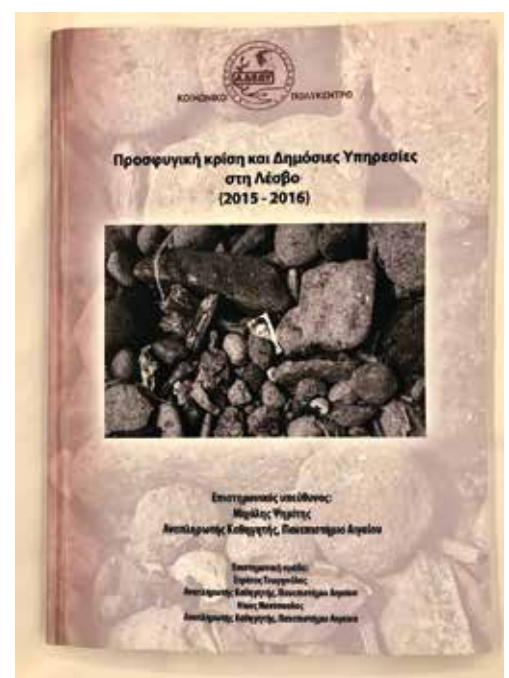
*L'ISP avec des membres de l'institut de recherche Koinoniko Polykentro d'ADE-DY et l'équipe de recherche de l'université de l'Égée.*

Avec le soutien de notre affilié suédois ASSR et l'organisation suédoise Union To Union, nous avons préparé en 2017 un projet sur le renforcement des capacités des syndicats visant à défendre le droit humain à des services publics de qualité au Nigeria pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Ce projet sera mis en œuvre en 2018-2019.

Au cours de l'année, nous avons amélioré la recherche fondée sur des données factuelles concernant la protection des réfugiés, l'accès à des services publics de qualité et la privatisation, en lançant deux rapports de recherche : (1) Étude sur l'impact des flux de réfugiés et services publics en Grèce, en collaboration avec ADEDY, Grèce ; (2) Rapport conjoint FSESP/PSIRU/ISP sur la privatisation des services pour les migrants et les réfugiés.



Cette étude, rédigée par l'Unité de recherche internationale sur les services publics (PSIRU), examine les effets de la privatisation des services pour les réfugiés et les migrants aux niveaux national et international.

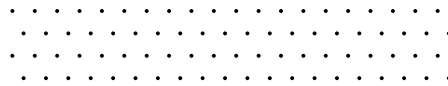


L'institut de recherche Koinoniko Polykentro d'ADEDY, syndicat grec affilié à l'ISP, lance le rapport de recherche intitulé « Crise des réfugiés et services publics grecs : cartographie de la contribution des services publics de Lesbos en faveur de la perception, de l'enregistrement, de l'hébergement, des établissements de soins et des procédures de demande d'asile ».



# CHANGEMENT CLIMATIQUE

En 2017, l'ISP a continué de soutenir les syndicats qui cherchaient à influencer les politiques nationales sur le changement climatique.



*Atelier en Jamaïque sur le changement climatique, en décembre*

Comme pour le projet pilote d'Union to Union proposé pour cinq ans aux Caraïbes, en Afrique et dans les îles du Pacifique, l'objectif principal de cette activité est d'aider les syndicats à exercer des pressions sur leur gouvernement dans le cadre des Contributions prévues déterminées au niveau national résultant de l'Accord de Paris sur le climat. Les syndicats participeront en faisant part de leurs points de vue professionnels et sectoriels.

Un autre domaine qui suscite un intérêt croissant est le rôle des autorités locales et régionales pour

faire face à la menace du chaos climatique : les villes agissent directement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et pour s'adapter aux conséquences inévitables du changement climatique. Les autorités municipales subissent peut-être moins de pression de la part des industries fossiles et, par conséquent, elles ont davantage de marge de manœuvre pour expérimenter des politiques d'adaptation au climat. Les syndicats devraient également se rapprocher davantage de la gestion municipale, ce qui leur permettrait de s'impliquer plus directement.

Dans le secteur de l'énergie, des municipalités ont soutenu les énergies renouvelables en 2017 sous diverses formes, telles que la gestion publique directe et les coopératives, entre autres. Les recherches du réseau Trade Unions for Energy Democracy (Initiative des syndicats pour la démocratie énergétique – TUED) montrent la difficulté de lutter contre le changement climatique au sein d'un modèle à but lucratif. Le concept de la transition juste n'est toujours pas suffisamment puissant pour protéger les travailleurs/euses concernés ou pour procéder aux changements dont notre planète a besoin.



## Les catastrophes sont plus fréquentes et plus violentes, et les personnels d'urgence du secteur public sont au premier plan et se heurtent souvent au manque d'outils et de formation nécessaires.

Le changement climatique aggrave la violence des tempêtes parce que, l'air étant plus chaud, les vents transportent davantage d'eau. La pluie et le vent sont les principales causes de dégâts et leur combinaison provoque des catastrophes. Ces phénomènes météorologiques extrêmes sont également à l'origine du déplacement forcé d'un nombre accru de personnes.

En 2017, les typhons et les inondations ont fortement frappé les Caraïbes, les États du sud des États-Unis, l'Inde, le Bangladesh et le Japon, produisant des évacuations massives, des décès, des dommages corporels et matériels. Les affiliés de l'ISP aux Caraïbes font un lien direct entre le changement climatique et les catastrophes, et ils tiennent compte de cette dimension dans leur projet de travail sur le climat.

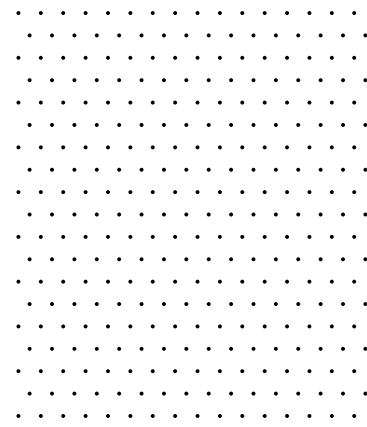


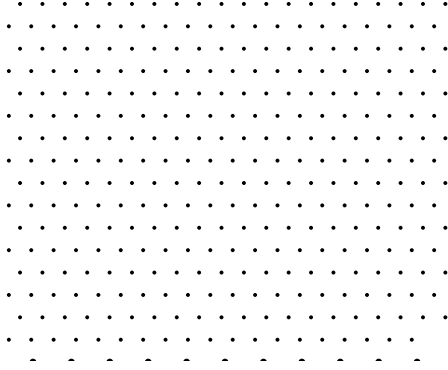
*Le Secrétaire général adjoint de l'ISP, David Boys, discutant avec un dirigeant du syndicat des services publics Dominica Public Services Union trois mois après le passage de l'ouragan Maria*

Les incendies de forêt sont plus fréquents et plus violents, et l'impact du changement climatique est particulièrement visible dans les pays du nord, où les forêts boréales et tempérées sont plus sensibles aujourd'hui à la sécheresse et aux incendies.

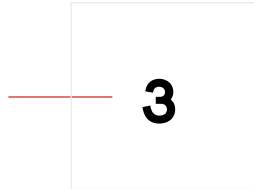
La volonté de l'ISP d'améliorer les conditions de travail des premiers intervenant(e)s et des travailleurs/euses de terrain prend de l'importance. Aux Philippines, les affiliés de l'ISP ont réussi à influencer les décisions du gouvernement au sujet de la préparation des premiers intervenant(e)s. En Équateur, les syndicats ont été sensibilisés à la nécessité d'exercer des pressions politiques pour s'assurer que les premiers intervenant(e)s aient les outils et la formation nécessaires pour protéger leurs populations. Il reste encore beaucoup à faire.

# URGENCES ET CATASTROPHES





**L'**ISP dénonce publiquement les violations des droits humains et syndicaux dans les services publics et coopère avec ses affiliés et d'autres organisations syndicales nationales et internationales en cas de violations graves.



### PRÉSENCE DE L'ISP À LA CIT

Du 5 au 16 juin, l'ISP a participé à la 106<sup>ème</sup> Session de la Conférence internationale du Travail. Les points inscrits à l'ordre du jour étaient les suivants: (i) discussion générale sur la migration de la main-d'œuvre, (ii) révision de la Recommandation n°71 sur l'emploi (transition de la guerre à la paix) (question normative, seconde discussion), (iii) discussion récurrente sur l'objectif stratégique des principes et des droits fondamentaux au travail, dans le cadre du suivi de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale pour une mondialisation équitable (2008).

# Droits syndicaux

## CIT, MISSIONS ET CAMPAGNES DE SOLIDARITÉ

**La protection des droits des travailleurs/euses et des droits syndicaux est l'une des activités fondamentales de l'ISP. Les droits de liberté syndicale, de négociation collective et le droit de grève sont essentiels pour améliorer et protéger les salaires et les conditions de travail.**

L'ISP est intervenue dans les discussions organisées par la Commission de l'application des normes de la Conférence (CAN) sur les cas relatifs à l'Algérie, au Botswana, à l'Équateur, au Guatemala et à la Turquie.

En marge de la CIT, l'ISP a mis en place, le 9 juin, une « Route de la honte » à bicyclette pour défendre la justice sociale et les droits des travailleurs/euses, ce qui a permis d'attirer l'attention sur les pays qui font l'objet d'une vigilance particulière vis-à-vis de leurs obligations de respecter les droits des travailleurs/euses et de leurs syndicats au titre des conventions internationales du travail, c'est-à-dire l'Algérie, l'Argentine, le Botswana, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Guatemala et la Turquie.



*Junéia Batista, la Présidente du Comité des femmes de l'ISP, pendant la plénière de la CIT*

L'ISP a organisé une manifestation parallèle sur la négociation collective dans le secteur municipal, en partenariat avec les syndicats argentins CONTRAM et CTM. Une délégation de la CTM (Confédération des travailleurs/euses municipaux), affiliée à l'ISP, a participé au travail difficile qui a donné lieu à la loi Paritarias 14656 sur les relations de travail et la négociation collective dans la province de Buenos Aires.



*« Route de la honte », Genève*



*David Boys, le Secrétaire général adjoint de l'ISP, présente la table ronde « Négociation collective dans le secteur municipal »*



## DROITS SYNDICAUX

En 2017, l'ISP a envoyé des lettres de solidarité à des syndicats des pays suivants : Algérie, Argentine, Botswana, Tchad, Colombie, Égypte, Guatemala, Inde, Irak, Liberia, Maroc, Pérou, Somalie, Turquie, ainsi qu'à l'OIT et aux Nations Unies.

Le dernier jour de la CIT, le Conseil de coordination du personnel des Nations Unies de Genève a cessé le travail pour protester contre la décision de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) de réduire de 7,5% le salaire du personnel de Genève, ce qui équivaut à un mois de salaire en moins par an. Le personnel de toutes les organisations internationales établies à Genève avait précédemment publié une résolution, approuvée par la FICSA et la CCISUA, dans un courrier, au nom de 13 syndicats et associations de personnel, adressé aux organisations du système des Nations Unies employant du personnel à Genève.

*Manifestation le dernier jour de la CIT pour protester contre la réduction de 7,5% des salaires du personnel des Nations Unies en poste à Genève*



DROITS SYNDICAUX

Le 25 avril, plus de 500 membres du personnel des Nations Unies se sont rassemblés devant le bâtiment des Nations Unies pour protester contre la réduction de salaire de 7,5%. La CIT a coordonné son action avec toutes les autres organisations internationales des Nations Unies de Genève pour adresser un message fort à la CFPI et à la direction de haut niveau des Nations Unies à New York signalant que les membres du personnel de Genève refusaient une diminution de salaire qui était, selon eux, basée sur des calculs erronés, contradictoire par rapport aux données économiques existantes, et motivée par des considérations politiques. Le mouvement de protestation se poursuit.

En Algérie, les violations des droits syndicaux ont fortement augmenté, en particulier à l'encontre des affiliés de l'ISP CGATA et SNATEGS. Le Président du Syndicat national autonome des travailleurs de l'électricité et du gaz (SNATEGS), Mellal Raouf, a été condamné à six mois de prison pour avoir dénoncé une affaire de corruption au sein de la compagnie nationale algérienne de gaz et d'électricité, SONELGAZ, portant

sur la surfacturation de plus de huit millions d'utilisateurs/trices. L'ISP s'est associée à IndustriALL, à l'UITA et à la CSI pour adopter une série de mesures et d'actions – consistant notamment à déposer des recours auprès de l'OIT, de l'OCDE, de la Commission européenne, de la SFI et d'autres circuits diplomatiques – et pour mettre au point une campagne mondiale dans les médias sociaux.



*Charlotte Kalanbani rencontre le Premier ministre tchadien*

Au Liberia, l'ISP a poursuivi la campagne qu'elle mène depuis des années pour faire reconnaître le syndicat NAHWAL et réintégrer Joseph Tamba et George Poe Williams. La résolution d'urgence sur le Liberia, qui a été adoptée par l'EB-149, a encouragé les affiliés de l'ISP à soutenir ces efforts et a donné lieu à d'importantes avancées : le NAHWUL (ex-NAHWAL) a organisé un congrès pour renouveler son conseil, en septembre, et a adhéré à sa centrale nationale, ce qui constitue une première étape vers un enregistrement par les autorités du pays.

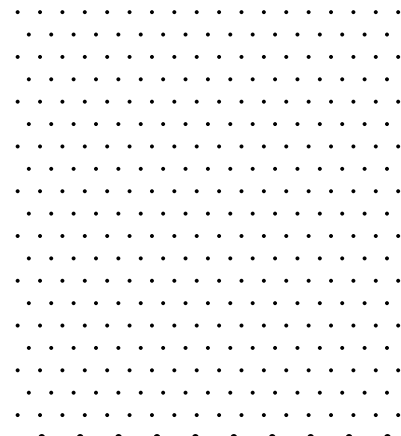
En Égypte, le gouvernement a adopté une loi antisyndicale, en novembre, pour empêcher la création de syndicats indépendants. Le Congrès mondial de l'ISP a pris une résolution d'urgence pour exhorter le gouvernement égyptien à respecter les conventions de l'OIT, en particulier la Convention n°87.

Une mission de l'ISP s'est rendue au Tchad, du 13 au 19 février. Charlotte Kalanbani (Secrétaire sous-régionale de l'ISP pour l'Afrique francophone) et Jean-Marie N'di (Président sous-régional de l'ISP pour l'Afrique francophone) ont rencontré des affiliés et des représentant(e)s des employeurs et du gouvernement. Conformément au mémorandum

d'accord signé en 2016, le Comité technique créé par le gouvernement a tenu sa première réunion le 17 mars 2017. Il a été convenu qu'il fallait déployer davantage d'efforts pour harmoniser la législation nationale avec les normes de l'OIT relatives au libre exercice des droits syndicaux.

En février également, l'ISP et l'Unión Nacional de Educadores, affilié de l'ISP en Équateur, ont publié une vidéo pour expliquer la situation et l'histoire des violations des droits dans le pays au cours de la dernière décennie. En juin, Rosa Pavanelli, la Secrétaire générale de l'ISP, a rencontré des affiliés de l'ISP à Quito pour envoyer un message au gouvernement lui rappelant la nécessité de respecter les droits internationaux du travail pour améliorer la situation des travailleurs/euses. Le Ministre du Travail, Raúl Ledesma, a accepté la possibilité de participer à des discussions bipartites en vue d'atteindre un accord sur les questions soulevées par l'OIT.

Le 10 mars, une décision prise à l'unanimité (8-0) par la Cour constitutionnelle de Corée du Sud a démis de ses fonctions Park Geun-hye, la Présidente de Corée du Sud, approuvant ainsi le vote indicatif sur sa destitution le 9 décembre 2016 – à 234 voix favorables, sur les 300 membres de l'Assemblée nationale. C'est



*Rosa Pavanelli rencontre les affiliés de l'ISP à Quito*





Depuis l'arrivée de Park Geun-hye à la présidence du pays en 2013 jusqu'à sa destitution, l'ISP a déposé plus d'une cinquantaine de recours pour soutenir les droits syndicaux en Corée du Sud.



Les Philippines ratifient la Convention n°151 de l'OIT

une victoire due à la ténacité du mouvement syndical, qui a dénoncé pendant des années les abus commis par le régime de Park Geun-hye contre les travailleurs/euses. Depuis l'arrivée de Park Geun-hye à la présidence du pays en 2013 jusqu'à sa destitution, l'ISP a déposé plus d'une cinquantaine de recours pour soutenir les droits syndicaux en Corée du Sud.

Au Brésil, environ 35 millions de personnes ont participé à une grève générale en avril, organisée par la Central Única de los Trabajadores (CUT), contre les réformes de l'emploi et du régime des retraites et contre la loi sur l'externalisation. Les affiliés de l'ISP de la région interaméricaine ont envoyé des lettres de soutien à leur ambassade au Brésil ; Rosa Pavanelli, la Secrétaire générale de l'ISP, a envoyé une vidéo de solidarité et le Conseil exécutif de l'ISP a fait part de son soutien.

En septembre, l'ISP a effectué une importante campagne contre la révocation en 2006 et l'exclusion pour 10 ans de Carlos E. Castañeda Ravelo, le Président

du syndicat de fonctionnaires Sindicato Unitario de Trabajadores del Estado (SUNET) de Colombie, pour avoir soutenu un candidat du parti Polo Democrático Alternativo au Sénat de la République. En 2017, l'ordonnance de révocation n'avait pas encore été exécutée et l'ISP a soutenu M. Castañeda qui demandait au nouveau Procureur général de la Nation, Fernando Carrillo Florez, de réexaminer sa sanction et de l'annuler. La campagne a ciblé près de 8000 personnes par l'intermédiaire du réseau LabourStart et s'est terminée par l'annulation de l'ordonnance de révocation.

Après sept ans de campagne, le gouvernement des Philippines a adopté la Convention sur les relations de travail dans la fonction publique (1978), ce qui est une première dans la région Asie-Pacifique. Cette convention concerne la protection du droit de s'organiser et les procédures relatives aux conditions d'emploi dans la fonction publique. Cette victoire est l'aboutissement de sept ans de travail, réalisé par les affiliés de l'ISP et d'autres syndicats du secteur public philippin.



L'ISP continue de coopérer avec les affiliés qui promeuvent la croissance, l'objectif principal étant d'aider les syndicats à se développer grâce à la coopération et au partage des expériences en matière de syndicalisation. Un enjeu central demeure le secteur de la santé privé, qui est en plein essor dans de nombreux pays, et dont le modèle à visée lucrative repose sur la réduction des salaires et de la qualité des conditions de travail, en cherchant en outre à fragiliser ou à éliminer les syndicats. Des subventions publiques sont versées à ces entreprises qui, pour certaines, adoptent une gestion fiscale agressive pour dissimuler leurs bénéfices réels.

Il convient d'attirer l'attention sur les entreprises à but lucratif qui se développent dans les centres urbains. La coopération entre l'ISP et l'Alliance of Filipino Workers (Alliance des travailleurs/euses philippins - AFW) s'est poursuivie en 2017, avec le soutien de l'UIES et d'UNISON. L'AFW embauche désormais des employé(e)s à temps plein pour s'occuper de la syndicalisation et des objectifs prioritaires dans l'agglomération de Manille (Metro Manila). La capacité à affecter du personnel à temps plein pour organiser les nouveaux travailleurs/euses est un élément fondamental de toute stratégie de croissance.

Un autre domaine important est celui des personnels de soins de proximité, majoritairement des femmes, qui travaillent dans les zones périurbaines et rurales, la plupart du temps non rémunérées ou percevant une allocation. Notre activité au Pakistan (soutenue par Fòrsa et KNS) et au Népal (soutenue par SASK, JHL et TEHY) a pour but de donner à ces travailleurs/euses une reconnaissance totale, un emploi formel et la possibilité de mener des négociations collectives.

L'objectif de syndiquer de nouveaux membres, d'augmenter la densité syndicale dans les secteurs et les régions clés suscite un certain intérêt en Afrique, où davantage de syndicats sont réceptifs aux nouvelles façons de travailler. En Tanzanie, le syndicat des employé(e)s de santé et des fonctionnaires Trade Union of Government and Health Employees (soutenu par Kommunal et Union to Union) et, au Mozambique, le syndicat de la fonction publique Sindicato Nacional de Função Pública (soutenu par JHL et SASK), ont suivi un modèle de croissance pour renforcer leur densité syndicale, augmenter leur nombre de membres et injecter un nouveau dynamisme au syndicat. À l'heure actuelle, il y a plus de syndicats qui souhaitent adopter un nouveau modèle de croissance qu'il n'y a de partenaires pour les aider à se développer.

**L'objectif principal est d'aider les syndicats à se développer grâce à la coopération et au partage des expériences en matière de syndicalisation.**

## SYNDICALISATION ET CROISSANCE



*L'AFW définit des objectifs prioritaires et embauche des employé(e)s à temps plein pour la syndicalisation dans l'agglomération de Manille*

Deux grands combats se poursuivent contre la privatisation : à Lagos, Nigeria, et à Jakarta, Indonésie. Dans les deux cas, les syndicats œuvrent aux côtés des organisations de la société civile. Au Nigeria, le syndicat a organisé une série d'ateliers, en avril, avec Environmental Rights Action et Les Amis de la Terre pour préparer la lutte contre la proposition de privatisation du gouvernement. En Indonésie, les syndicats continuent de militer pour la remunicipalisation de l'eau, encouragés par la déclaration de la Cour suprême indonésienne, en octobre, annonçant que les contrats de privatisation de l'eau à Jakarta n'étaient pas valides en raison du droit humain à l'eau.

Dans la région interaméricaine, les syndicats ont fait campagne en faveur du droit humain à l'eau en 2017 pour protester contre une loi sur l'irrigation en Uruguay et ont mené une campagne contre la privatisation en République dominicaine. Au Mexique, l'ISP a signé un accord avec le Western Institute of Technology and Higher Education et WaterLat pour dispenser des cours postuniversitaires à distance à l'intention des dirigeant(e)s syndicaux des compagnies publiques d'eau.



*En 2017, la Cour suprême indonésienne a déclaré que les contrats de privatisation de l'eau à Jakarta n'étaient pas valides en raison du droit humain à l'eau et a ordonné au service public de prendre le contrôle de la distribution de l'eau.*

Le nombre croissant de remunicipalisations à travers le monde a commencé à influencer les stratégies des entreprises et des banques de développement qui les financent ; en effet, elles délaissent le modèle de concession sur 25 ans pour rechercher le soutien des politiques de financement innovant et mixte mises au point pour les Objectifs de développement durable.



## EAU

**Deux grands combats se poursuivent contre la privatisation : à Lagos, Nigeria, et à Jakarta, Indonésie. Dans les deux cas, les syndicats œuvrent aux côtés des organisations de la société civile.**

# ÉNERGIE

**En 2017, l'ISP a livré deux grandes batailles contre la privatisation de l'énergie, au Rwanda et au Ghana. Les deux gouvernements bénéficient du soutien des IFI et de bailleurs de fonds bilatéraux.**

Au Rwanda, la privatisation a finalement eu lieu, le syndicat a été fragilisé et de nombreux travailleurs/euses ont été licenciés. L'ISP aide le syndicat à établir sa stratégie juridique. Au Ghana, le processus de privatisation a été ralenti, mais pas éliminé.

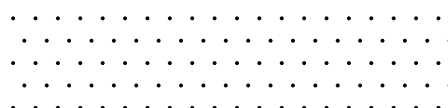
En février, un tribunal indonésien a jugé la privatisation de l'électricité anticonstitutionnelle après que les affiliés de l'ISP, SP Perjuangan PLN Persero et Pesatuan Pegawai Indonesia Power, ont contesté une loi de 2009 sur l'électricité destinée à promouvoir la privatisation et les règles de l'économie de marché.



*Eko Sumantri, électricien, membre de l'affilié indonésien de l'ISP SPP. PLN*

L'ISP continue également de s'associer au travail de l'Initiative des syndicats pour la démocratie énergétique (TUED), qui se compose d'une soixantaine de syndicats issus de 20 pays, de trois fédérations syndicales internationales, trois organisations régionales et sept centrales nationales. La TUED réalise des recherches sur les questions relatives à la propriété publique et à la gestion publique des systèmes énergétiques, et organise des réunions pour aider les syndicats à mettre au point leurs actions de sensibilisation.

Les recherches de la TUED confirment l'incapacité des entreprises à but lucratif et du marché à garantir une transition rapide et profonde pour passer des énergies fossiles aux énergies renouvelables. En outre, il est nécessaire d'augmenter le financement public, ce qui est réalisable en s'appuyant sur un cadre politique approprié.





## 1. GROUPE EDF

**Cas « Luminus 14 »** : Lors de l'examen annuel de l'accord-cadre mondial du groupe EDF, le 28 juin, les représentant(e)s syndicaux belges ont informé leurs camarades syndicalistes du licenciement illégal (par sms dans certains cas) de 14 travailleurs/euses du service informatique de la branche belge d'EDF, Luminus.

# ENTREPRISES

# MULTINATIONALES



L'ISP, IndustriALL et leurs affiliés ont immédiatement interrompu la réunion pour protester et défendre les syndicats belges, face à la décision de la direction belge d'EDF, qui était contraire à l'esprit de l'accord-cadre et aux conventions collective belges nationales et sectorielles.

EDF a reconnu des actes répréhensibles, tandis que les 14 employé(e)s ont refusé la réintégration, lui préférant l'indemnisation et le reclassement externe.

Cette affaire montre clairement que la direction locale d'EDF doit mettre en place une gouvernance beaucoup plus forte, et qu'elle doit mieux diffuser et s'appropriier les principes et les obligations de l'accord-cadre mondial. Il apparaît, par ailleurs, que la branche belge d'EDF souffre d'un grave manque de dialogue social.

*Paris, France, juin 2017 : les représentant(e)s syndicaux d'EDF ont interrompu l'examen annuel de l'accord-cadre mondial d'EDF pour protester contre les licenciements inacceptables de 14 employé(e)s belges d'EDF*

*Juillet-août 2017, Buenos Aires, Argentine : Réseau des travailleurs/euses de l'ISP en Amérique latine*



## **Renégociation de l'accord-cadre mondial : La renégociation de l'accord-cadre mondial du groupe EDF a débuté en juillet 2017. Trois séries de négociations ont eu lieu à Paris depuis.**

Le nouvel accord-cadre mondial prendra en compte les références actualisées aux instruments internationaux, tels que la Déclaration révisée de l'OIT sur les entreprises multinationales et les Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits humains, et intégrera des dispositions sur la neutralité, des politiques fiscales et anti-corruption, et prévoira un système de gouvernance plus fort au niveau de la mise en œuvre et du suivi.

## **2. AUTRES ACTIVITÉS EN LIEN AVEC LES ENTREPRISES MULTINATIONALES**

La renégociation des accords-cadres mondiaux d'ENEL et ENGIE est prévue. En 2017, l'ISP et IndustriALL ont formulé des propositions conjointes pour le renouvellement des deux accords-cadres, consulté les affiliés et cherché à établir un calendrier des négociations avec la direction.

En ce qui concerne le renforcement des réseaux dans les entreprises multinationales, les affiliés

latino-américains de l'ISP ayant des membres chez ENEL ont participé au Réseau syndical de l'énergie de l'ISP (secteur des services de distribution) à Buenos Aires, Argentine, du 31 juillet au 2 août, où ils ont discuté des conditions de travail, des actions en cours et des questions syndicales, notamment au Pérou, en Argentine, au Panama et au Brésil.

Le personnel de l'ISP spécialiste des entreprises multinationales a expliqué l'utilisation de l'accord-cadre d'ENEL et a communiqué les dernières informations relatives au processus de renégociation.

L'ISP a participé au 6<sup>ème</sup> Forum des Nations Unies sur les entreprises et les droits de l'homme, tenu en novembre à Genève. L'ISP a publiquement rappelé à l'assemblée plénière que l'évasion fiscale pratiquée par les entreprises mettait en péril le premier pilier des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de humains – « Obligation incombant à l'État de protéger les droits humains, y compris lorsque des entreprises portent atteinte aux droits humains » – car l'évasion fiscale menace les ressources du secteur public, qui sont nécessaires pour renforcer les capacités et appliquer cet engagement.

En 2017, l'ISP a continué de plaider en faveur de l'action et de la reconnaissance des syndicats comme acteurs essentiels des politiques urbaines ; l'ISP a mis en évidence leur rôle positif pour réduire les disparités dues à la pauvreté et chercher inlassablement à bâtir des villes socialement justes, en s'appuyant notamment sur le programme Habitat des Nations Unies.

## ADMINISTRATION LOCALE ET RÉGIONALE/ MUNICIPALITÉS

### RÔLE DES SYNDICATS POUR RENDRE LES VILLES PLUS INCLUSIVES ET PLUS JUSTES

En 2017, l'ISP a continué de plaider en faveur de l'action et de la reconnaissance des syndicats comme acteurs essentiels des politiques urbaines ; l'ISP a mis en évidence leur rôle positif pour réduire les disparités dues à la pauvreté et chercher inlassablement à bâtir des villes socialement justes, en s'appuyant notamment sur le programme Habitat des Nations Unies. En mai, l'ISP a publié un bulletin spécial sur l'Administration locale et régionale (ALR)/Municipalités au sujet du rôle des syndicats pour rendre les villes inclusives et justes, ainsi qu'une analyse de la politique syndicale et des recommandations sur le document présentant les résultats d'Habitat III, le Nouveau programme pour les villes. De nombreux affiliés ont apporté leur contribution à ce travail, qui a été primordial pour la sensibilisation au programme Habitat.

### CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

L'ISP a placé les questions d'ALR/Municipalités au premier plan des débats publics lors de la Conférence internationale du Travail (CIT), en juin. Une délégation de l'affilié argentin de l'ISP, la Confédération des travailleurs/euses municipaux (CTM), a participé au travail qui a donné lieu à l'importante loi Paritarias, avec plus de 60 délégué(e)s du monde entier. Cette loi reconnaît la liberté syndicale et la négociation collective des travailleurs/euses ALR/Municipalités et rappelle les grandes difficultés qui restent à surmonter pour atteindre ces objectifs. Le cas argentin illustre les problèmes que rencontre au quotidien la majeure partie des travailleurs/euses ALR/Municipalités à travers le monde.





## SECTEUR DES SERVICES MUNICIPAUX DES DÉCHETS : PREMIÈRE ÉTAPE, L'AMÉRIQUE LATINE



La toute première activité du secteur des services des déchets organisée par l'ISP a eu lieu en juillet en Amérique latine, à Bogotá, Colombie. Elle a réuni plus de 30 représentant(e)s d'affiliés du secteur des déchets en Amérique latine et au Mexique, qui ont lancé un appel aux autorités publiques et aux employeurs ALR/Municipalités pour veiller au respect des droits du travail et assurer des conditions de travail décentes à tous les employé(e)s municipaux chargés de la gestion des déchets, dans des entités publiques, privées ou organisées en coopératives de travailleurs/euses informels. Les représentant(e)s syndicaux de l'ISP ont adopté un plan d'action conjoint pour le travail sectoriel et la sensibilisation dans le domaine des déchets en Amérique latine. WIEGO, l'organisation mondiale qui représente des travailleurs/euses informels à travers le monde, a participé à cette activité.



*En partant de la gauche :*  
Dr Enrique Espínola Vera (CTM),  
Daria Cibrario (ISP),  
Carlos Carrión-Crespo (OIT),  
Maria Lía Da Costa Fontão  
(Conseillère à la CTM),  
Ruben Garcia (CTM/ Secrétaire  
général de l'ISP-CONTRAM),  
Dr Mariano Muñoz (Ministère  
du Travail, Province de Buenos  
Aires),  
Hernan Doval (Province de  
Buenos Aires/CTM-STMA).



# 30<sup>ème</sup> Congrès Mondial de l'ISP



Plus d'un millier de délégué(e)s se sont rassemblés au Centre international de conférences de Genève à l'occasion du 110<sup>ème</sup> anniversaire de l'ISP et ont réélu à l'unanimité Rosa Pavanelli comme Secrétaire générale de l'ISP et Dave Prentis comme Président, pour un nouveau mandat de cinq ans.



**CICG, GENÈVE**  
**30 OCT - 3 NOV**





L'ISP et le PSIRU ont publié un rapport de fond intitulé *Municipal solid waste management services in Latin America* (Services municipaux de gestion des déchets solides en Amérique latine).

En collaboration avec des syndicats affiliés, l'ISP a recueilli et publié des données sur la situation des droits du travail, les conditions de travail et les difficultés que connaissent les services municipaux des déchets de certaines municipalités d'Amérique latine, telles que Quito, Asunción et Esquel.



Municipal workers  
Services municipaux  
Servicios municipales



LOS SERVICIOS DE GESTIÓN DE RESIDUOS SÓLIDOS MUNICIPALES EN AMÉRICA LATINA



*Asunción, Paraguay :  
employé(e)s des services  
municipaux des déchets,  
organisés par le syndicat  
affilié à l'ISP SINOEMA*



### **L'ISP ENCOURAGE LE DIALOGUE ET LES PARTENARIATS AVEC CGLU**

En 2017, le dialogue et les partenariats entre l'ISP et les Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) sur les questions d'intérêt commun et les objectifs de sensibilisation ont été renforcés. La Secrétaire générale de l'ISP s'est exprimée publiquement lors d'une manifestation de CGLU au moment du Forum politique de haut niveau des Nations Unies, à New York, États-Unis, en juillet, où elle s'est adressée aux représentant(e)s des autorités ALR/Municipalités et aux associations nationales, à la société civile et aux agences des Nations Unies, en attirant l'attention sur le rôle de la justice fiscale dans la lutte contre l'inégalité et la mise en œuvre des ODD au niveau local. C'était la première fois qu'un représentant de CGLU participait au Congrès de l'ISP ; il s'est exprimé pendant la table ronde n°4 sur les politiques urbaines, aux côtés de représentant(e)s syndicaux ALR/Municipalités de l'ISP.

### **LES FEMMES SYNDICALISTES ALR/ MUNICIPALITÉS UNISSENT LEURS FORCES POUR L'ÉGALITÉ DES GENRES**

En octobre, plus de 60 représentantes municipales des syndicats affiliés à l'ISP dans le domaine ALR/Municipalités d'Amérique se sont réunies à Asunción, Paraguay, pour discuter de la situation professionnelle et syndicale des travailleuses au sein des autorités locales et régionales. Elles ont adopté un plan d'action conjoint pour donner les moyens aux employées municipales de défendre l'égalité des genres et de mettre fin au harcèlement et à la violence sexiste au travail. De plus amples informations sont disponibles sur le site : [goo.gl/7VCvbP](http://goo.gl/7VCvbP)

*Octobre 2017, Asunción, Paraguay :  
plus de 60 femmes représentantes  
des syndicats de l'ISP-CONTRAM  
dans le domaine ALR/Municipalités  
ont adopté une stratégie commune  
sur l'égalité des genres pour  
l'Amérique latine.*





## ACTIONS DE SOUTIEN AUX AFFILIÉS DE L'ISP DANS LE DOMAINE ALR/ MUNICIPALITÉS

**Nigeria** : L'ISP a soutenu la manifestation prévue dans l'ensemble du pays par le syndicat Nigeria Union of Local Government Employees (NULGE) en faveur de l'autonomie des autorités locales du Nigeria. En avril, le syndicat a organisé un rassemblement national sur le territoire fédéral de la capitale Abuja. Le Directeur des politiques de l'ISP, Daniel Bertossa, s'est adressé aux participant(e)s du rassemblement et a participé à la délégation qui rencontrait le Vice-président du Sénat pour soutenir la lutte du NULGE. Le réseau des Syndicats mondiaux de l'ISP pour l'ALR/Municipalités a envoyé un courrier de soutien à l'attention du Sénat nigérian.

**Suisse** : En décembre, une délégation de l'ISP a pris part à la grève des employé(e)s de la fonction publique locale du canton de Genève, lors de laquelle le syndicat affilié SSP-VPOD a occupé une place de premier plan pour défendre des services publics, des emplois et des conditions de travail de qualité au niveau local, face aux considérables réductions budgétaires pratiquées en échange de l'allègement fiscal des entreprises. L'ISP a réalisé une vidéo et a largement communiqué sur cette manifestation.



## Municipal workers: the invisible, underpaid people who run our cities

Millions of staff clean our streets and keep our cities moving. It's time to recognise their contribution to the everyday fabric of our urban lives

● Rosa Pavanelli is general secretary of Public Services International



Article d'opinion publié dans The Guardian

## CAMPAGNE « LES TRAVAILLEUSES ET LES TRAVAILLEURS MUNICIPAUX FONT BOUGER LES VILLES ! »

Le 31 octobre, pendant le Congrès de l'ISP et à l'occasion de la Journée mondiale des villes des Nations Unies, l'ISP a lancé une campagne mondiale utilisant des éléments visuels destinée à sensibiliser le public sur le travail des employé(e)s de la fonction publique ALR/Municipalités afin d'améliorer leur visibilité et d'afficher une perception positive des nombreux services publics essentiels qu'ils dispensent quotidiennement. Cette campagne s'accompagnait d'un article d'opinion de la Secrétaire générale de l'ISP, publié dans le Réseau des dirigeants publics du journal The Guardian, et de la présentation de neuf affiches en trois langues illustrant différentes professions du domaine ALR/Municipalités. CGLU a soutenu la campagne en la promouvant sur son site Internet institutionnel et dans les médias sociaux. La campagne est encore en cours : les affiliés de l'ISP sont invités à envoyer des photographies (avec légende) des nombreuses professions des personnes qui travaillent dans les administrations locales et régionales, à l'adresse [lrg-municipal@world-psi.org](mailto:lrg-municipal@world-psi.org) ; ces photographies seront ajoutées à la campagne.

Toutes les affiches de la campagne sont disponibles en ligne à l'adresse : [world-psi.org/en/posters-world-cities-day-2017](http://world-psi.org/en/posters-world-cities-day-2017)



Pour comprendre comment la technologie transforme le monde du travail et comment réagir efficacement, l'ISP a mis au point plusieurs initiatives relatives à l'avenir du travail.

# ADMINISTRATION NATIONALE ET FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX

De nombreuses activités liées à l'administration nationale ont subi des pressions ces dernières années. Outre les mesures d'austérité et la privatisation, la numérisation du travail de l'administration centrale gagne du terrain sous prétexte de réduire les lourdeurs administratives pour les entreprises et les citoyen-ne-s. Certes, la numérisation contribue aux services publics de qualité, mais elle ne devrait pas entraîner la réduction des services publics ni les attaques à l'encontre des travailleurs/euses.

Pour comprendre comment la technologie transforme le monde du travail et comment réagir efficacement, l'ISP a mis au point plusieurs initiatives relatives à l'avenir du travail. Par ailleurs, le Congrès de l'ISP a examiné ces nouvelles formes de travail et de services publics, en tenant compte de l'importance de protéger les services publics et les droits des travailleurs/euses, lors de la table ronde n°3 : Plus qu'un emploi – L'avenir du travail dans la fonction publique.

L'ISP soutient le Conseil de coordination du personnel des Nations Unies de Genève et le Syndicat du personnel de l'OIT depuis la décision de la Commission de la fonction publique internationale (CFPI), en mars 2017, de réduire de 7,5% le salaire du personnel des Nations Unies en poste à Genève, ce qui équivaut à un mois de salaire en moins par an. Le personnel de toutes les organisations internationales basées à Genève a vivement protesté contre cette réduction de salaire et a fait savoir à la CFPI et à la direction de haut niveau des Nations Unies de New York que le personnel de Genève refuserait une diminution de salaire qui était, selon lui, basée sur des calculs erronés, contradictoire par rapport aux données économiques existantes, et motivée par des considérations politiques.



Table ronde n°3 : Plus qu'un emploi – L'avenir du travail dans la fonction publique

La corruption est perçue comme un mal social qui porte préjudice au bien commun que les États démocratiques ont le devoir de défendre. La lutte contre la corruption requiert un engagement fort et une bonne coordination entre les affiliés de l'ISP pour que les lanceurs d'alerte – c'est-à-dire les travailleurs/euses qui dénoncent des irrégularités, en particulier les personnes qui travaillent dans les institutions d'audit indépendantes, les organismes chargés des recettes fiscales et les instances judiciaires – ne subissent pas de représailles et soient reconnus comme ayant agi de manière juste.

En luttant contre la corruption, l'ISP promet explicitement de « protéger les travailleurs/euses qui combattent la corruption dans la fonction publique contre toute violence objective dans le milieu professionnel, en particulier les employé(e)s des organismes d'État chargés du contrôle, de la justice, des impôts et de l'inspection, afin de garantir des conditions de travail décentes ».

Le Colloque de l'ISP sur la protection des lanceurs d'alerte, tenu à Genève, le 30 octobre, a abordé ces questions complexes, en mettant l'accent sur l'aide que les syndicats apportent aux lanceurs d'alerte tout en jouant un rôle actif dans la création, la mise au point et l'adoption des cadres visant à protéger les lanceurs d'alerte.

L'ISP et ses affiliés ont discuté des systèmes de protection des lanceurs d'alerte, de leurs spécificités et de l'adoption d'une norme internationale de l'OIT, qui constitue un élément fondamental de leur protection. Le colloque visait à prendre des mesures concrètes pour continuer de développer l'engagement des affiliés et définir des stratégies en vue d'atteindre les objectifs fixés dans le Programme d'action.

## LUTTER CONTRE LA CORRUPTION ET PROTÉGER LES LANCEURS D'ALERTE

**En luttant contre la corruption, l'ISP promet explicitement de « protéger les travailleurs/euses qui combattent la corruption dans la fonction publique contre toute violence objective dans le milieu professionnel, en particulier les employé(e)s des organismes d'État chargés du contrôle, de la justice, des impôts et de l'inspection, afin de garantir des conditions de travail décentes ».**

Au Guatemala, les affiliés de l'ISP et les organisations de la société civile ont milité contre l'impunité et la corruption, et ont publié une déclaration, le 28 août, qui rejette l'ordonnance présidentielle d'expulsion du dirigeant de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG), instaurée en 2007. En septembre, plus de 250.000 personnes ont manifesté contre la corruption existant dans le pays ; elles demandaient la démission du Président et de son gouvernement et l'approbation des réformes de la législation relatives aux élections, aux partis politiques, à la fonction publique et aux marchés publics.

Le 7 décembre, une réunion de suivi a eu lieu à Buenos Aires – organisée conjointement par l'organisation internationale d'agents de contrôle financier UITOC et les syndicats appartenant au réseau Red de Trabajadores ICJ (AEFIP, APOC et UEJN) – pour décider d'une plate-forme permettant aux affiliés principaux de participer activement à la protection des lanceurs d'alerte aux niveaux national et international. Les participant(e)s ont examiné les conclusions du colloque, discuté d'un plan d'action et de la création d'un Groupe de travail de l'ISP sur les lanceurs d'alerte, qui coordonnera l'application des décisions adoptées lors de la réunion. Ils ont décidé de promouvoir une alliance mondiale avec d'autres organisations syndicales, des ONG, des organisations de la société civile et d'autres partenaires désireux de combattre la corruption et de protéger les lanceurs d'alerte, et ils ont adopté une déclaration des objectifs et des intentions.

L'ISP a de nouveau publié le rapport « **Echec et mat pour la corruption : Arguments en faveur d'une protection étendue des lanceurs d'alerte** » à l'occasion du colloque de 2017. Ce rapport rappelle les questions liées aux lanceurs d'alerte et plaide en faveur d'un cadre solide de protection des lanceurs d'alerte pour protéger les travailleurs/euses qui luttent contre la corruption.

Le compte rendu du colloque d'octobre 2017 est disponible sur demande en anglais, français et espagnol.

Pour télécharger le rapport à partir de la page Internet de l'ISP : [www.world-psi.org](http://www.world-psi.org)



**ÉCHEC ET MAT POUR LA CORRUPTION :  
ARGUMENTS EN FAVEUR D'UNE  
PROTECTION ÉTENDUE DES  
LANCEURS D'ALERTE**

*Nouvelle édition du rapport*



L'ISP a pris des mesures fondamentales pour influencer la politique internationale en matière de santé défendant les systèmes publics de santé et les travailleurs/euses de la santé et des services sociaux à travers le monde.

# SANTÉ ET

# SERVICES SOCIAUX

## INFLUENCER LA POLITIQUE INTERNATIONALE EN MATIÈRE DE SANTÉ

En juillet, l'ISP a commencé à établir des relations officielles avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en définissant un plan de collaboration entre les deux organisations pour la période 2018-2022. Le Secrétariat de l'OMS a accepté l'adhésion de l'ISP en octobre.

Pendant la réunion du groupe de l'OMS chargé d'élaborer des directives sur les programmes des travailleurs/euses de santé de proximité, tenue en décembre à Addis Abeba, l'ISP a obtenu la prise en compte de salaires décents pour les travailleurs/euses de santé de proximité, actuellement désignés comme « volontaires » alors qu'ils travaillent jusqu'à 40 heures par semaine.

L'ISP a également organisé une réunion sur l'**Agenda pour le travail décent** et l'avenir de la santé centré sur la personne, en marge du 4<sup>ème</sup> Forum mondial sur les ressources humaines pour la santé en novembre, auquel ont participé des affiliés de toutes les régions.

En avril, l'ISP a dirigé la Réunion tripartite du groupe des travailleurs de l'OIT sur l'amélioration de l'emploi et des conditions de travail dans les services de santé. Les recommandations formulées à l'issue de la réunion insistent sur la promotion du dialogue social pour stimuler l'investissement dans les stratégies nationales en direction des personnels de santé, et faciliter l'application de ces stratégies. En outre, une relation a été établie avec le Programme phare de l'OIT sur la protection sociale (SOCPRO).

Un document d'orientation, intitulé **The Future of Health: Person Centred Care in Policy and Practice** (L'avenir de la santé : soins axés sur la personne en théorie et en pratique), a été publié en janvier. Ce document s'interroge sur les perspectives néolibérales de l'avenir de la santé et l'intérêt accordé à l'individu, ce qui va au-delà de la théorie du choix rationnel de l'économie néoclassique appliquée par l'OCDE et ses organes connexes.



## SYNDIQUER ET RENFORCER LE POUVOIR DES SYNDICATS

Les affiliés de l'ISP ont célébré la Journée mondiale de la santé, le 7 avril, avec le mot d'ordre **#OurHealthNotForSale** (Notre santé n'est pas à vendre). Il s'agissait d'une activité mondiale s'inscrivant dans la campagne de l'ISP sur le droit humain à la santé. Les affiliés de toutes les régions ont organisé des actions de grande ampleur.

La campagne sur le droit humain à la santé a également été lancée au niveau sous-régional en Océanie, en Afrique francophone et en Afrique australe. Dans la région interaméricaine, les affiliés argentins ont organisé une conférence internationale pour le lancement de la campagne, pendant laquelle ils ont mis en place le Mouvement pour le droit à la santé en vue de renforcer les alliances avec les organisations de la société civile, qui a donné lieu à un défilé de 3000 personnes demandant des soins de santé publics universels.

Le premier **bulletin pour le droit à la santé** a été diffusé en mars, au moment de l'AFREC, à Lagos, et l'ISP en a publié trois éditions au cours de l'année. Les affiliés de chaque région participent à la réalisation de ce bulletin, ce qui permet aux affiliés du secteur social et de santé de partager des informations et de renforcer la solidarité.



La campagne de l'ISP sur le droit humain à la santé a été lancée en Afrique francophone, la première semaine de février, au Togo



En juillet, à Bogotá, Colombie, les syndicats du secteur de la santé affiliés à l'ISP ont organisé une réunion nationale de défense de la santé publique, en attirant l'attention sur la situation de la capitale colombienne. En septembre, 67 dirigeant(e)s syndicaux, représentant 20 syndicats du secteur de la santé, se sont réunis dans cette même ville pour le lancement national de la campagne mondiale de l'ISP sur le droit humain à la santé.

*Jocélio Drummond,  
Secrétaire régional  
de l'ISP pour la région  
interaméricaine*

En septembre, avec le soutien d'UNISON, l'ISP a organisé un séminaire à São Paulo, Brésil, pour discuter des services de santé nationaux dans le contexte de l'investissement réalisé dans ce secteur par les entreprises transnationales et les capitaux privés. Cette rencontre s'inscrivait dans la continuité d'un précédent séminaire, qui avait eu lieu en août.



En mars, les affiliés argentins de l'ISP, FESPROSA et CICOP, ont participé à une grève nationale dans le secteur de la santé pour protester contre le plafonnement des salaires et demander une hausse salariale basée sur l'inflation et la liberté de négociation collective.

*Les syndicats argentins,  
FESPROSA et CICOP, ont partici-  
pé à une grève nationale dans le  
secteur de la santé en Argentine*





Par le slogan « **Notre santé n'est pas à vendre : la santé est un droit humain** », les syndicats du secteur de la santé de deux pays du Cône Sud (Argentine et Chili) ont organisé des réunions nationales en août et en décembre. Les participant(e)s à la réunion ont discuté de la situation de ces deux pays et des stratégies nationales dans le cadre de la **campagne de l'ISP sur le droit humain à la santé**.

Dans le cas de l'Argentine, la principale question portait sur la campagne des syndicats en faveur de services publics de santé universels de qualité. Les participant(e)s ont également discuté du programme de santé soutenu par le président de droite, récemment élu au Chili, Sebastián Piñera, de l'impact des accords de libre-échange sur les services de santé, et de l'action conjointe visant à former une coalition nationale pour défendre la santé publique.

Au Honduras, grâce à l'intervention opportune des syndicats du secteur de la santé, parmi lesquels le syndicat des personnels hospitaliers Sitramedhys, affilié à l'ISP, le projet du gouvernement de décentraliser les services de santé a été suspendu.



## NIGERIA : WAHSUN CÉLÈBRE SON 10ÈME ANNIVERSAIRE ET LE LANCEMENT DE LA SANTÉ POUR TOUS EN AFRIQUE DE L'OUEST



*Rassemblement organisé par le Responsable des services de santé et sociaux de l'ISP, Baba Aye*

**Les personnels de santé du Ghana, du Liberia, du Sierra Leone, du Mali et du Nigeria, membres du Réseau des syndicats du secteur de la santé en Afrique de l'Ouest (WAHSUN), se sont réunis en avril, au moment où l'ISP a lancé sa campagne mondiale sur le droit humain à la santé en Afrique de l'Ouest, Health for All (Santé pour tous).**

Le réseau WAHSUN a ensuite organisé une conférence à Abuja pour célébrer son 10<sup>ème</sup> anniversaire, ce qui lui a donné l'occasion de faire le point sur son évolution, de rappeler ses réalisations et ses projets pour l'avenir.

Après cette conférence, un rassemblement très dynamique organisé par le Responsable des services de santé et sociaux de l'ISP, Baba Aye, s'est déplacé dans les rues principales d'Abuja pour se rendre devant le bureau de la CEDEAO dans la ville, dont les dirigeants ont reçu une lettre exprimant les préoccupations des syndicats du secteur de la santé.

Le secteur Éducation, culture et médias a été mis en place lors du Congrès de 2012 dans le but d'organiser, de protéger et de soutenir les travailleurs/euses de ce secteur. En 2014, le Réseau des personnels auxiliaires du secteur de l'éducation et de la culture de l'ISP (ESCWN) a été créé pour promouvoir la reconnaissance extérieure du personnel auxiliaire des écoles et des services culturels, lutter contre la privatisation, favoriser le droit humain à l'éducation publique universelle et travailler en partenariat avec l'Internationale de l'éducation sur les priorités communes dans ce secteur.

En août 2017, plus de 170 syndicats et organisations de la société civile du monde entier ont publié une déclaration pour exhorter les investisseurs à cesser de soutenir Bridge International Academies, la chaîne d'écoles américaine à la tête de plus de 500 écoles privées à vocation commerciale dans l'hémisphère sud, qui bénéficie du soutien de donateurs et d'investisseurs internationaux.

## ÉDUCATION, CULTURE ET MÉDIAS

**Le secteur Éducation, Culture et Médias a été mis en place lors du Congrès de 2012 dans le but d'organiser, de protéger et de soutenir les travailleurs/euses de ce secteur.**



*Les dirigeant(e)s syndicaux et défenseurs de l'éducation se sont rassemblés, le 21 avril, devant la Banque mondiale pour protester contre le soutien qu'elle apporte aux établissements scolaires à but lucratif en général, et à Bridge International Academies en particulier.*

Cette déclaration faisait suite à une déclaration publiée en mai 2015 par 116 organisations de la société civile sur les préoccupations relatives aux coûts, à l'impact et à la qualité des écoles Bridge International Academies, et sur les réponses à donner aux informations fallacieuses concernant l'approche de cette société.

Depuis lors, des éléments probants provenant de plusieurs sources, parmi lesquelles les Nations Unies, ainsi qu'une enquête parlementaire réalisée au Royaume-Uni, des rapports de recherche indépendants et des rapports de médias indépendants, n'ont fait que confirmer ces préoccupations en alertant sur le considérable décalage entre les promesses des écoles Bridge International Academies et leur pratique réelle, et ont attiré l'attention sur d'autres problèmes graves.

En novembre, l'ISP a organisé une réunion informelle du Réseau de l'éducation pendant le Congrès de l'ISP, lors de laquelle les participant(e)s ont discuté des tendances récentes et des priorités pour l'avenir du travail.

L'ISP va continuer de s'opposer vivement à la privatisation et à l'externalisation de l'éducation, et à d'autres systèmes qui favorisent le transfert des services publics culturels et éducatifs au secteur privé.

# COMMUNICATION

**10.000** FOLLOWERS  
SUR FACEBOOK

**4.000** FOLLOWERS  
SUR TWITTER

**250** ARTICLES  
PUBLIÉS

L'équipe de communication a joué un rôle fondamental, depuis la conception du logo du Congrès à la suggestion du thème du Congrès, « **Le peuple au-dessus du profit** », en passant par le choix des motifs de style dada suisse, mêlés aux mouvements constructivistes contemporains, jusqu'à la célébration du centenaire de l'ISP et à la mise au point du site Internet spécialement dédié au Congrès de l'ISP.

L'équipe de communication est également à l'origine de la série vidéo intitulée « **One Day** » (Un jour) composée de 16 courts-métrages, qui ont été présentés en avant-première au Congrès pour mettre en évidence le travail réalisé par les travailleurs/euses du secteur public dans neuf pays : Italie, Tchad, Brésil, États-Unis, Liban, Indonésie, Japon, Guatemala et Philippines.

Un nouveau poste d'assistant vidéo a été créé pour le service de communication du Siège de l'ISP, ce qui nous a permis d'améliorer considérablement la visibilité de l'ISP dans les médias sociaux,

Pour l'équipe de Communication de l'ISP, l'année 2017 fut essentiellement marquée par le 110<sup>ème</sup> anniversaire de l'ISP et son 30<sup>ème</sup> Congrès mondial.



*Instantané de l'animation « Le peuple au-dessus du profit »*

et aussi de renforcer la capacité de l'ISP à envoyer des messages vidéo de solidarité aux affiliés de la part de la Secrétaire générale et des Secrétaires adjoints.

L'équipe de communication, en plus de s'être rendue dans les neuf pays susmentionnés et d'avoir recueilli les informations et les réactions des membres des affiliés de l'ISP à leur domicile et dans leur environnement de travail, a aussi accompagné la Secrétaire générale de l'ISP, Rosa Pavanelli, à un séminaire spécial, organisé au Vatican, par le pape François sur le droit humain à l'eau, et en Équateur, où elle a visité la zone de Pedernales, la plus touchée par le séisme qui a frappé le pays, le 16 avril.

L'équipe de communication a travaillé sur la mise en place d'un nouveau site Internet de l'ISP et sur une identité visuelle plus homogène de l'ensemble des matériels de l'ISP, des projets qui seront finalisés en 2018.

## ONE DAY

La série de films sur le monde du travail  
« One Day » est accessible sur le site  
Internet : [oneday.world-psi.org](http://oneday.world-psi.org)



# CAMPAGNES

**L'ISP lutte directement contre la privatisation et soutient ses affiliés dans tous les secteurs depuis de nombreuses années.**

Dans le secteur des services de distribution, l'ISP contribue activement à renforcer les campagnes nationales des affiliés, grâce à la recherche, au soutien aux campagnes et au renforcement des capacités. Le travail actuel concerne des campagnes dynamiques contre la privatisation de l'eau à **Lagos, Jakarta, Nagpur, Thessalonique, et des campagnes sur l'énergie en Corée du Sud et dans l'Ontario.**

La volonté de privatisation de la santé et des services sociaux est devenue très agressive en Europe et constitue une dimension importante dans les négociations relatives à l'ACS.

Un grand nombre de nos affiliés sont confrontés à cette difficulté préoccupante et l'ISP doit réagir avec fermeté. C'est pourquoi l'ISP réfléchit à une plate-forme d'information (**people-overprof.it**) qui répondra au besoin d'informations sur la privatisation dans les secteurs de l'ISP, en s'appuyant sur le travail réalisé par le PSIRU, les affiliés de l'ISP, les instituts de recherche et d'autres ONG aux niveaux international, régional et local.

*« Notre eau, notre droit », rappellent les habitant(e)s de Lagos*



Rejoignez le combat pour le maintien des services publics dans le secteur public  
[peopleoverprof.it](http://peopleoverprof.it)



En avril, une délégation de l'ISP a assisté au **Forum du Conseil économique et social des Nations Unies sur le suivi du financement du développement** et a participé activement à toutes les délibérations. L'ISP est concernée par divers domaines du financement du développement, notamment les impôts, le commerce, la lutte contre la privatisation, le changement climatique et le développement durable.

durable, et se sont montrés particulièrement préoccupés par le décalage croissant entre les objectifs idéaux et le manque de moyens suffisants pour les mettre en œuvre.

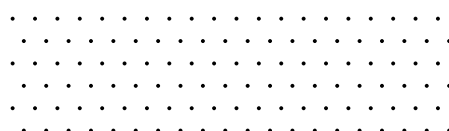
L'ISP a copublié le **2030 Spotlight Report** (Rapport phare pour 2030) pour l'ouverture du Forum. Ce rapport d'ampleur mondiale étudie comment la privatisation et l'emprise des entreprises entravent la réalisation de l'Agenda 2030. À de multiples occasions – aussi bien pendant les manifestations parallèles que les séances officielles – les syndicats et les nombreux experts de la société civile ont fait remarquer que le fait de dépendre uniquement des moyens financiers pour mettre en œuvre les ODD constituait une vision réductrice. Le 2030 Spotlight Report est reconnu comme l'une des voix principales d'un mouvement progressiste mondial uni sur le développement durable.



*Eau de Paris a remporté le Prix d'excellence des Nations Unies pour le service public*

Le 23 juin, **Eau de Paris a remporté le Prix d'excellence des Nations Unies pour le service public, lors d'une cérémonie organisée à La Haye.** Ce prix intervient pendant une phase de recherche de fond sur les échecs de la privatisation et les avantages de la prestation publique. Quelques heures à peine avant la cérémonie, le Transnational Institute, l'ISP et une importante coalition de partenaires ont lancé une nouvelle publication complète – **Reclaiming Public Services** (Reconquérir les services publics) – qui présente la remunicipalisation d'Eau de Paris comme une étude de cas fondamentale pour montrer comment les populations locales peuvent lutter pour reconquérir les biens publics.

En juillet, l'ISP a également participé au **Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable**, lors duquel des militant(e)s des syndicats et de la société civile ont critiqué le caractère fragmentaire de la mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement



## 8 MARS : JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES

Nous faisons part de notre solidarité avec les millions de femmes qui militent dans les mouvements locaux et les syndicats à travers le monde en disant **ÇA SUFFIT !** Non au racisme, à la xénophobie et à l'homophobie. Nous exigeons l'autonomie et le contrôle de notre propre corps. L'équité salariale maintenant ! Des droits sans frontières. Halte à la violence sexiste au travail ! Des services publics de qualité pour tous ! Nous avons constaté que la majeure partie des membres de l'ISP sont des femmes qui travaillent dans les services publics. Nous sommes une organisation qui s'engage pour l'égalité des genres et son caractère intersectionnel.

## 22 MARS : JOURNÉE MONDIALE DE L'EAU

L'ISP note l'importance d'un système public d'eau et d'assainissement pour tous financé par les impôts, mais tout particulièrement pour améliorer les droits des femmes.

## 62<sup>ème</sup> COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME (CCF62)

Dans le cadre du thème prioritaire « Problèmes à régler et possibilités à exploiter pour parvenir à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural », l'ISP, la CSI et les Fédérations syndicales internationales ont attiré l'attention sur les points suivants : accès au travail décent et aux droits du travail ; importance fondamentale de l'éducation pour l'autonomisation des femmes et des filles en milieu rural ; importance des services publics de qualité qui tiennent compte des différences entre les sexes pour favoriser l'autonomisation des femmes en milieu rural ; justice climatique et droits humains des femmes en milieu rural.

## GENRE ET FISCALITÉ

En juin, l'ISP, le Réseau pour la justice fiscale et l'Alliance mondiale pour la justice fiscale, avec le soutien de la Fondation Friedrich Ebert (FES), ont organisé pour la deuxième fois une manifestation sur « Les droits des femmes et la justice fiscale », à Bogotá, afin de marquer le début de la Journée mondiale pour la fonction publique (23 juin).

Délégation de l'ISP à la CCF62





En 2017, l'ISP a été la première fédération syndicale internationale à réaliser un Programme d'action qui prend en compte la dimension de genre. Cela signifie que l'ensemble de l'organisation, aussi bien les hommes que les femmes, et non plus exclusivement les femmes, endossera la responsabilité de mettre en pratique l'égalité des genres. Le Comité des femmes de l'ISP (WOC) assure le rôle essentiel de suivi.

## PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ET DE L'ÉQUITÉ

Nous avons participé activement à la campagne internationale de l'Alliance mondiale pour la justice fiscale qui a commencé en mars 2017 dans le but de défendre des services publics de qualité financés par les impôts. En outre, dans le cadre du programme de l'ISP financé par la FES, une première étude pilote a été réalisée pour analyser l'incidence des politiques fiscales et de l'évasion fiscale sur les femmes (qui entraîne une diminution du financement des services publics).



En juin, juillet, septembre et novembre, les pays du Cône Sud (Argentine, Chili, Paraguay et Uruguay) ont organisé des ateliers sur le genre s'inscrivant dans le projet IMPACT dont le thème était « **Prévenir et faire face à la violence fondée sur le genre dans les services publics** ». Les ateliers portaient sur le genre, le rôle de dirigeant, les outils permettant d'accueillir et de représenter les victimes de mauvais traitements, et les outils leur apportant des conseils et de l'aide. Il a été expliqué aux participant(e)s comment utiliser le guide de plainte en ligne: [prevencion-acosolaboral.cl](http://prevencion-acosolaboral.cl)

## LÉGALISATION DE L'AVORTEMENT

En août, les ministres du Tribunal constitutionnel du Chili ont rejeté deux pétitions du parti de droite ChileVamos contre un projet de loi visant à dépenaliser l'avortement dans trois cas. La Présidente d'alors, Michelle Bachelet, a ainsi pu promulguer le projet de loi, qui a été approuvé par le Parlement. L'avortement a été légalisé dans trois cas : s'il existe un risque pour la vie de la mère, si le fœtus n'est pas viable ou si la grossesse résulte d'un viol. Cette modification de la loi a vu le jour suite au travail acharné de nombreuses institutions et organisations sociales à chaque étape de ce long processus. Le Comité des femmes de l'ISP au Chili a décidé, en 2014, de militer pour obtenir cette nouvelle législation ; dans cet objectif, le Comité a fait pression sur les député(e)s, s'est rendu au Congrès national, créé des alliances avec les organisations de femmes et argumenté en faveur de l'avortement dans les rues chiliennes et dans la presse.

Réunion entre les pays du Cône Sud de l'ISP et le Brésil



## NOUVELLE NORME DE L'OIT SUR LA VIOLENCE CONTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS LE MONDE DU TRAVAIL

L'ISP a publié des directives à l'intention de ses affiliés et a envoyé sa propre réponse à la première consultation des États membres de l'OIT en septembre 2017. Pour le « 25 novembre et les 16 jours d'activisme contre la violence à l'égard des femmes », le Congrès de l'ISP a présenté une action le 3 novembre, dans laquelle les hommes participant au Congrès ont promis de combattre la violence à l'encontre des femmes, suivie d'une déclaration le 25 novembre et de la publication d'une série d'infographies pendant les 16 jours de la campagne. Faire participer les hommes à cette lutte est un moyen de créer de nouvelles relations entre les genres au sein du mouvement syndical.

Les militant(e)s des Caraïbes ont poursuivi leur travail sur la violence fondée sur le genre, dirigé en grande partie par le syndicat National Union of Government and Federated Workers (NUGFW) de Trinité-et-Tobago. Le comité exécutif des femmes du syndicat a organisé diverses activités tout au long de l'année pour attirer l'attention du public sur l'impact de la violence fondée sur le genre au travail, et plus généralement dans la société. Le syndicat a joué un rôle moteur pour cette question, et a présenté des exposés dans de nombreuses conférences et manifestations dans l'ensemble du pays.

## GENRE ET COMMERCE

En septembre, plus de 80 travailleuses d'Argentine, du Brésil, du Chili et du Paraguay se sont réunies à Asunción, Paraguay, à l'occasion de la réunion entre les pays du Cône Sud de l'ISP et les Brésiliennes. Ils ont échangé sur la manière de faire face à la violence sexiste au travail dans le secteur public de leur pays et sur la campagne en faveur d'une convention de l'OIT sur cette question. Les participant(e)s à la réunion ont également revu les politiques et les programmes mondiaux sur le genre, notamment l'impact de la violence sexiste sur la justice fiscale, la campagne contre les accords de libre-échange et la promotion de services publics de qualité qui tiennent compte de la dimension de genre.

En décembre, en partenariat avec 160 organisations de défense des droits des femmes et d'autres organisations alliées, l'ISP a exhorté l'Organisation mondiale du commerce à renoncer à adopter la « Déclaration commune sur le commerce et l'autonomisation économique des femmes », qui ne mentionne pas l'incidence des règles de l'OMC sur l'aggravation des inégalités.

## GENRE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Le projet mondial de l'ISP sur le changement climatique élabore actuellement des matériels concrets qui intègrent une forte dimension de genre, à commencer par la différenciation des conséquences sur les hommes et les femmes, et la sensibilisation à des services publics qui tiennent compte des différences entre les sexes. En décembre, l'ISP a organisé une action en vue d'adopter une approche sensible au genre à Kingston, Jamaïque.

## AUTRES THÈMES

L'ISP a défini sa position en 2017, en lien avec la Grève internationale des femmes, à laquelle ont participé plusieurs comités nationaux de femmes de l'ISP et des associations syndicales.

En juin, au Costa Rica, les jeunes de l'ISP ont participé à une marche nationale pour la diversité – Pride Costa Rica 2017 – pour faire part de leur soutien aux droits du travail des personnes LGBTI.

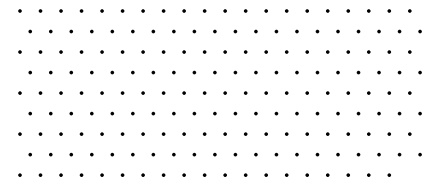
En septembre, Carlos Insunza, le Président du syndicat des employé(e)s des impôts (ANEF), affilié chilien de l'ISP, a représenté son pays au lancement de la Coalition internationale pour l'Égalité salariale (EPIC), soutenue par les Nations Unies. Cette coalition figure dans l'Agenda 2030 pour le développement durable.

En septembre, en Équateur, 40 déléguées de syndicats du secteur public affiliés à l'ISP ont fait renaître le Comité national des femmes, qui était en sommeil depuis plusieurs années, en raison de l'environnement hostile et des attaques à l'encontre des droits, qui avaient empêché toute avancée sur les questions élémentaires.



Regardez le site Internet de la CCF pour lire des témoignages et accéder aux médias : [unioncsw.world-psi.org](http://unioncsw.world-psi.org)





Lors de la réunion tenue en décembre 2016, l'ISP a élaboré, avec le soutien de l'OIT/ACTRAV et de l'OIT/GED, une enquête sur les initiatives des affiliés de l'ISP relatives à l'intégration des personnes handicapées et sur les recherches réalisées par l'OIT, afin de donner une vue d'ensemble mondiale des actions syndicales sur l'intégration du handicap. L'enquête donne des exemples d'actions syndicales sur le handicap partout dans le monde, à la fois dans les économies avancées, dans les pays à revenus faibles et intermédiaires, et dans les pays qui sortent d'une crise ou d'un conflit. Cette réunion a donné lieu à une réunion des experts de l'ACTRAV en mai 2017, qui contribuera à définir un programme et un budget au sein de l'OIT pour les activités syndicales dédiées aux personnes handicapées.

Le travail sur le handicap permet d'établir un partenariat gagnant-gagnant avec des alliés sociaux et s'inscrit dans une action syndicale axée sur la lutte contre l'inégalité et l'injustice et sur la protection des personnes les plus vulnérables.

Appréhender le handicap avec cette dimension sociale montre l'importance d'une approche intersectorielle, en particulier à l'égard du genre et du statut socioéconomique. Les femmes handicapées subissent souvent des incidences plus graves de la violence contre les femmes – c'est pourquoi elles ont spécifiquement été au centre des 16 journées d'action contre la violence au Canada en 2017.

Nous saluons le fait que ce travail ait généré une discussion à l'OIT sur la privatisation des services publics, qui porte préjudice aux personnes handicapées. Dans le secteur public, le recrutement obéit à un processus fixe et à des mesures antidiscriminatoires établies mais, dans les services privatisés, cette transparence est souvent absente. Qu'il s'agisse de la prestation de services spécifiquement conçus pour les personnes handicapées ou de mesures d'accessibilité ou d'intégration, la privatisation a une incidence négative.

À maintes reprises, les nouveaux régimes d'assurance-invalidité,

conjugés à la privatisation des services, n'ont pas offert davantage de choix, contrairement à ce qui était annoncé. Ce décalage est d'autant plus marqué en cas de différence de classe ou de fracture entre le milieu rural et urbain. Malheureusement, nous observons les mêmes tendances dans de nombreux pays – et les mesures d'austérité frappent durement les personnes handicapées, ce qui entraîne parfois des conséquences fatales.

En ce qui concerne la santé, la manière dont les services sont dispensés revêt une grande importance et nous nous réjouissons de continuer à travailler avec l'OIT et l'OMS dans le cadre de la Commission de haut niveau sur l'emploi en santé et la croissance économique des Nations Unies (ComHEEG), qui défend vigoureusement la santé publique – notamment pour les personnes handicapées.

Dans le secteur public, les niveaux différents d'administration publique et les secteurs différents nécessiteront des approches distinctes, en particulier pour rassembler les ressources indispensables à la mise en œuvre des mesures sur le handicap. L'éducation en est un exemple primordial, en montrant

## PERSONNES HANDICAPÉES

**Le travail sur le handicap permet d'établir un partenariat gagnant-gagnant avec des alliés sociaux et s'inscrit dans une action syndicale axée sur la lutte contre l'inégalité et l'injustice et sur la protection des personnes les plus vulnérables.**

Le 4 décembre, l'ISP a célébré la Journée internationale des personnes handicapées en collaboration avec l'ACTRAV et tous ses membres handicapés.


que le secteur public est essentiel, aussi bien pour employer des personnes handicapées que pour dispenser des services et assurer l'intégration d'enfants handicapés.

Les syndicats se battent, de même que nos membres atteints de handicap. Nous avons été très motivés par la campagne de nos collègues néerlandais, qui ont obligé leur gouvernement à revenir à la table des négociations pour signer une convention collective après avoir organisé une grande manifestation à Amsterdam à laquelle ont participé 7000 personnes ayant un emploi protégé. Par ailleurs, nous accueillons favorablement les nouvelles alliances que nos membres sénégalais établissent avec des associations de personnes handicapées. Ce travail nous incite à repenser nos stratégies sur la santé et la sécurité au travail, la discrimination, les politiques publiques et l'action des syndicats en interne, et dans la société en général. Les services publics qui intègrent les personnes handicapées sont de bons services publics pour toute la population, puisque cette mesure vise à bâtir des sociétés véritablement inclusives.

Le 4 décembre, l'ISP a célébré la Journée internationale des personnes handicapées en collaboration avec l'ACTRAV et tous ses membres handicapés. C'est à l'occasion de cette journée qu'a été diffusée la publication révolutionnaire de l'ACTRAV intitulée « Trade Union actions on decent work for people with disabilities » (Actions des syndicats sur le travail décent pour les personnes handicapées).


**CELEBRATING THE WORLD DAY OF PEOPLE WITH DISABILITIES**

UN Theme for 2017: Transformation towards sustainable and resilient society for all




International Labour Organization

> With:  
 Michel Trabasso, Flutist and Music teacher,  
 Mélanie René, Singer and songwriter,  
 Jean Marie Reboul, Pianist



> And the launch of ACTRAV publications on  
 "Trade union actions on decent work for people with disabilities"



Espace Gobelins  
 ILO HQ  
 11h00 – 12h30  
 4<sup>th</sup> December 2017

Louise Ryder – ILO Director-General  
 Maria Helena André – Director – ACTRAV  
 Shauna Dinley – Director – Gender Equality Diversity – (GED)  
 Sandra Vermuyten – Public Services International – (PSI)  
 Carlos Clemente – Sindicato dos Metalúrgicos de Osasco e Região, Brazil

**ACTRAV**  
 Bureau  
 for Workers' Activities

En mars, l'ISP a inauguré une école syndicale pour les jeunes travailleurs/euses à Santiago du Chili, ce qui a donné l'occasion de tester la méthodologie, la logistique et le format de l'atelier. Un deuxième établissement pilote a été installé à Nairobi pour les affiliés de l'Afrique anglophone, avec la participation des affiliés suédois, du 4 au 8 décembre. Ces deux projets pilotes ont confirmé l'intérêt de l'approche pédagogique basée sur l'apprentissage, avec l'aide de syndicalistes ou de militant(e)s expérimentés qui ont fait part de leurs expériences relatives aux questions abordées pendant l'atelier.

En septembre 2017, l'ISP a proposé un atelier à Abuja, Nigeria, sur la remunicipalisation à l'intention des jeunes travailleurs/euses, avec le soutien de Kommunal (Suède) et de Fórsa (Irlande). Cet atelier a permis aux jeunes travailleurs/euses d'identifier les conséquences négatives de la privatisation avant de présenter les tendances et les exemples les plus probants de remunicipalisation dans le monde. Des ateliers du même type ont été organisés dans les autres régions au cours de l'année, notamment en Indonésie, au Brésil et en Équateur.



*Séminaire des jeunes travailleurs/euses avant le Congrès mondial de l'ISP*



# JEUNES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES

Pendant le Congrès, une réforme très importante des Statuts de l'ISP a été approuvée : le nombre de représentant(e)s des jeunes travailleurs/euses siégeant au Conseil exécutif a été doublé, ce qui permet à chaque région d'avoir deux représentant(e)s des jeunes travailleurs/euses ; il est prévu en outre que l'un des deux représentant(e)s soit une jeune femme, conformément à la politique d'égalité de l'ISP.

En août, lors d'une déclaration publique sur la Journée internationale de la jeunesse, l'ISP a rappelé l'importance de la justice sociale et des services publics de qualité pour prévenir les conflits sociaux et instaurer une paix durable dans nos sociétés.

En octobre, l'ISP a organisé un séminaire pour les jeunes travailleurs/euses avant le Congrès, qui a donné la possibilité aux délégué(e)s des jeunes travailleurs/euses issus de tous les affiliés de l'ISP de discuter des principaux points du Programme d'action. Pendant le Congrès, une réforme très importante des Statuts de l'ISP a été approuvée : le nombre de représentant(e)s des jeunes travailleurs/euses siégeant au Conseil exécutif a été doublé, ce qui permet à chaque région d'avoir deux représentant(e)s des jeunes travailleurs/euses ; il est prévu en outre que l'un des deux représentant(e)s soit une jeune femme, conformément à la politique d'égalité de l'ISP.



*Rencontre entre les jeunes travailleurs/euses d'Afrique anglophone et les affiliés suédois à Nairobi, Kenya*

**Le programme de l'ISP sur le renforcement des syndicats repose sur un objectif central : comment donner plus de force aux travailleurs/euses des syndicats des services publics partout dans le monde ?**

**N**ous travaillons à des niveaux différents (national, sous-régional, régional et mondial) et de manière différente pour aider nos affiliés à accroître leur nombre de membres, mieux négocier, protéger les droits syndicaux, faire évoluer les cadres législatifs dans un sens progressiste, lutter pour l'égalité sous toutes ses formes et défendre et améliorer l'accès universel à des services publics de qualité gérés et financés par le secteur public.

En 2017, le travail de l'ISP sur les projets a directement contribué à obtenir les résultats suivants :

- Aux Philippines, suite à une campagne concertée entre les affiliés de l'ISP et des organisations alliées, le Sénat a ratifié la Convention n°151 de l'OIT sur la négociation collective dans le secteur public. C'est la première fois que cette convention est ratifiée en Asie, et cet acte sans précédent ouvre la voie à d'autres conventions collectives dans le secteur public ;
- En Indonésie, après une campagne lancée par un affilié de l'ISP dans le secteur de l'électricité, le Tribunal constitutionnel a jugé illégale la privatisation des actifs énergétiques. Tout en laissant de la place à la participation du secteur privé dans le domaine de l'électricité, le tribunal, par cette décision, a soutenu le contrôle public et limité les tentatives de restructurer ce secteur en faveur des intérêts privés ;

## SOUTENIR

# Le Renforcement des Syndicats

- Au Mozambique, la mise en œuvre d'une nouvelle stratégie de syndicalisation a permis à un affilié de l'ISP de recueillir 7000 signatures lors d'une campagne d'adhésion ;
- Parmi les affiliés de l'ISP au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, plus des trois quarts ont signalé une hausse du nombre de femmes aux postes décisionnaires ;
- Au Honduras, les affiliés de l'ISP ont défendu activement les droits démocratiques suite à l'élection présidentielle controversée ;
- En Tanzanie, un affilié de l'ISP dans le secteur de la santé a recruté 9000 nouveaux membres ;
- En dépit d'un environnement de plus en plus hostile, les affiliés de l'ISP en Égypte ont continué de défendre activement le syndicalisme indépendant ;
- Au Tchad, un affilié de l'ISP a participé activement à une plate-forme syndicale nationale qui a conclu un accord avec le gouvernement pour garantir le droit de grève.

L'ISP remercie chaleureusement les affiliés suivants dont le soutien et les contributions directes en 2017 nous ont permis de travailler sur nos projets :

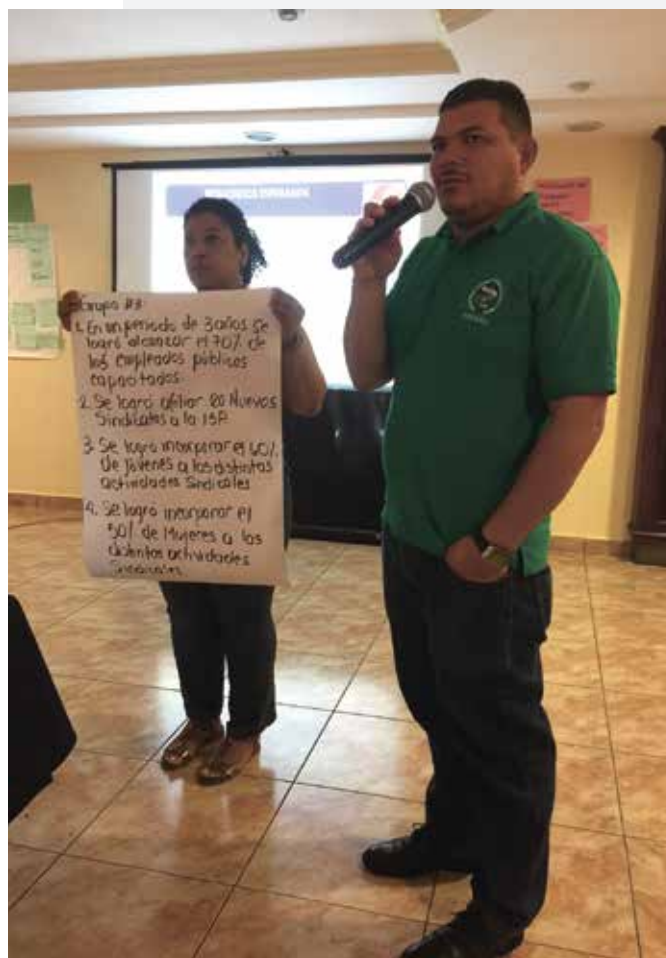
**Akademikerförbundet SSR** (Suède),  
**FNV-PZ** (Pays-Bas),  
**Fórsa** (Irlande),  
**Kommunal** (Suède),  
**KNS** (pays nordiques),  
**JHL** (Finlande),  
**SEIU** (Etats-Unis),  
**ST** (Suède),  
**TEHY** (Finlande),  
**UNISON** (Royaume-Uni),  
**Vision** (Suède).

L'ISP exprime toute sa reconnaissance à l'égard des partenariats avec les organisations syndicales solidaires (OSS) suivantes :

**Mondiaal FNV** (Pays-Bas),  
**DGB-BW** (Allemagne),  
**FES** (Allemagne),  
**LOFTF** (Danemark),  
**SASK** (Finlande),  
**Union To Union** (Suède).



*Dirigeant(e)s du FSPT, affilié de l'ISP au Tchad, N'Djamena*



*Honduras : réunion de planification stratégique avec des affiliés en mars, Tegucigalpa*



La FSESP a soutenu activement la campagne européenne sur la hausse des salaires, et les syndicats des services publics ont demandé des augmentations suite à de nombreuses années de gel des salaires. Les dirigeant(e)s de la FSESP ont pris part à plusieurs manifestations et grèves, notamment en France en octobre et à Madrid en décembre.

Le mécanisme appelé Socle européen des droits sociaux a été approuvé en novembre par les institutions et les États membres de l'Union européenne à Gothenburg. Toutefois, il ne répond pas au plan d'action social sollicité par les syndicats. Ce socle n'a pas été discuté dans les propositions de la Commission qui souhaitaient que l'Union monétaire intègre le Pacte budgétaire dans le cadre juridique de l'UE.

Nous n'avons pas constaté non plus de volonté d'augmenter les investissements publics dans les soins et d'autres services publics, alors qu'il s'agissait d'une des principales demandes des syndicats européens. La Commission européenne a effectivement proposé une Directive sur les conditions de travail transparentes et prévisibles d'ici à la fin de l'année, ce qui pourrait améliorer la protection des travailleurs/euses occupant des emplois précaires.

En revanche, la Commission européenne n'a pas progressé en ce qui concerne les droits sociaux des employé(e)s des gouvernements centraux, en faisant traîner la mise en œuvre de l'accord européen sur l'information et la consultation entre les employeurs et les syndicats. Les syndicats ont attiré l'attention à cet égard en utilisant les médias sociaux – « Don't keep nine million workers in the dark » (Ne laissez pas neuf millions de travailleurs/euses dans l'obscurité) – pour exhorter la Commission européenne à avancer sur le sujet. En novembre, le Comité exécutif de la FSESP a approuvé une nouvelle action, notamment un recours en justice en cas de décision négative.

## Europe (FSESP)

**En 2017, l'UE a donné la priorité aux droits sociaux. Cela implique d'élaborer des campagnes syndicales, de répondre aux préoccupations à l'égard des inégalités croissantes et de veiller à ce que l'Union européenne concrétise de toute urgence le progrès social pour les travailleurs et les travailleuses, après des années d'austérité coordonnée.**

C'est avec tristesse que nous avons adressé des messages de condoléances et de solidarité à nos syndicats affiliés suite aux attentats et aux violences terroristes, aux catastrophes humaines et naturelles qui ont frappé l'Europe et le Moyen-Orient. Les premiers intervenant(e)s et les secouristes ont participé au sauvetage, prodigué des soins et protégé les personnes confrontées à toutes ces souffrances.

*Solidarité avec les syndicats britanniques : attentats du 22 mars 2017 à Londres*



En Turquie, la situation est restée préoccupante, du fait de la poursuite du licenciement arbitraire des employé(e)s de la fonction publique pratiqué par le gouvernement. Nous avons participé à une délégation qui s'est rendue en Turquie en mai. Nous avons rencontré les syndicats, des défenseurs des droits humains, des dirigeant(e)s de l'opposition et des responsables du gouvernement pour rappeler la nécessité de mettre fin à l'état d'urgence et de cesser les attaques contre les syndicats et les droits humains les plus élémentaires.

Les négociations du Brexit ont réellement débuté et la FSESP a pris l'initiative d'organiser une réunion en janvier avec le négociateur en chef de l'UE, Michel Barnier, pour exprimer

ses préoccupations majeures. La délégation de la FSESP a mentionné les conséquences pour les travailleurs/euses et leur famille, ajoutant que la libéralisation des services publics opérée dans le passé et l'incapacité de l'UE à résoudre les problèmes sociaux avaient contribué au vote en faveur du Brexit. Les affiliés présents en mars à la réunion du collège électoral britannique et irlandais ont fait part de leur inquiétude quant à l'impact potentiel du Brexit.

La FSESP a vivement participé à plusieurs campagnes sur la justice fiscale, notamment pour obtenir une législation obligeant les entreprises transnationales à fournir des données pays par pays en matière de fiscalité. Suite à la publication des « Paradise Papers » et des appels lancés par la FSESP et d'autres

organisations, le Parlement européen a instauré un comité spécial pour enquêter sur les preuves apportées par les Paradise Papers. À la fin de l'année, le comité spécial du Parlement a publié son rapport comportant plus de 200 recommandations, qui suivaient en grande partie les appels de la FSESP en faveur de mesures destinées à améliorer la justice fiscale.

La poursuite en justice des personnes qui ont divulgué les documents fiscaux en question montre à quel point il est nécessaire de protéger les lanceurs d'alerte. Notre campagne, ainsi que les campagnes réalisées par d'autres organisations, pour demander à la Commission européenne de proposer une législation dans ce

domaine a enregistré une série d'avancées positives.

Nous avons travaillé avec de nombreuses organisations pour essayer une dernière fois, en février, de dissuader le Parlement européen de conclure l'AECG, l'accord commercial entre le Canada et l'UE. Suite au vote du Parlement en faveur de l'accord, la campagne s'est réorientée vers le processus de ratification au niveau national. La FSESP a vivement réagi aux propositions de la Commission européenne sur le Tribunal multilatéral des investissements. En juin, la FSESP s'est associée aux syndicats japonais de la fonction publique afin d'adresser une lettre ouverte à l'UE et au gouvernement japonais pour demander

davantage de transparence dans ce processus. En octobre, la FSESP a rejoint quelque 300 organisations de la société civile mondiale pour envoyer une lettre ouverte à l'Organisation mondiale du commerce dans laquelle elle fait part de sa préoccupation à l'égard des initiatives qui laissent les entreprises gérer librement les transferts de données.







En collaboration avec l'Institut syndical européen (ETUI), nous avons publié l'ouvrage réalisé par la précédente Secrétaire générale de la FSESP, Carola Fischbach-Pyttel, sur l'histoire de la FSESP. Ce livre revient sur la création de la FSESP dans les années 1970, alors dénommée **Comité européen des services publics** (European Public Services Committee – EPSC), puis retrace le développement de la fédération, en particulier dans le contexte de la politique de l'UE, pour son incidence sur les travailleurs/euses des services publics. Carola Fischbach-Pyttel a dédié son ouvrage à **Rodney Bickerstaffe**, qui est malheureusement décédé en novembre. Rodney Bickerstaffe a présidé l'EPSC de 1990 à 1996. Avec Carola Fischbach-Pyttel, il a dirigé les changements grâce auxquels la FSESP est devenue la fédération européenne des services publics. Rodney a été Secrétaire général du NUPE, un des trois syndicats britanniques de la fonction publique qui ont fusionné pour former UNISON en 1990, dont il a également été Secrétaire général. Rodney a par ailleurs été Vice-président de l'ISP pendant plusieurs années. Il a pris sa retraite à l'âge de 55 ans, mais il est resté très actif au sein du mouvement syndical et il militait tout particulièrement pour les droits des retraités. Il laissera l'excellent souvenir d'un syndicaliste européen engagé.

## ÉGALITÉ, JEUNESSE, TRAVAIL SECTORIEL ET AUTRES ACTIVITÉS

La réunion d'avril du Comité exécutif de la FSESP a adopté une résolution et une feuille de route sur l'égalité des genres et les droits des femmes, en tenant compte plus précisément des questions suivantes : disparités salariales entre hommes et femmes, équilibre entre vie professionnelle et vie privée, prévention et sensibilisation à la violence contre les femmes et les hommes, droits des femmes, représentation des femmes à la FSESP, négociation collective et syndicalisation.

Compte tenu de la menace qui pèse sur le droit à l'avortement dans plusieurs pays, la FSESP a soutenu la manifestation organisée à Bruxelles, le 28 septembre, à l'occasion de la Journée internationale pour l'avortement sûr, légal et accessible. En novembre, la FSESP a fait part de son soutien à la demande d'action contre la violence sexiste au travail, en appelant à une nouvelle convention de l'OIT.

En septembre, 55 représentant(e)s provenant de 26 pays ont participé à la réunion du réseau des jeunes à Berlin – qui n'avait jamais attiré autant de participant(e)s. Les questions liées à la jeunesse qui ont été abordées concernaient l'emploi, le travail précaire, la syndicalisation et le recrutement.

La principale activité du travail de campagne de la FSESP en 2017 fut la deuxième journée d'action contre la privatisation et la commercialisation des services de santé à l'occasion de la **Journée mondiale de la santé, le 7 avril**.



La Lituanie contre l'AECC

En novembre, la FSESP s'est associée à l'ISP et à 47 autres organisations afin de signer une déclaration appelant les gouvernements de l'UE à prendre des mesures immédiates pour mettre fin à la détention des enfants migrants et garantir des alternatives à la détention qui soient accessibles et disponibles. La FSESP et l'ISP ont publié un rapport sur la privatisation et l'externalisation des services liés à la migration et aux demandes d'asile.

Dans l'ensemble des secteurs de la FSESP, nous avons continué d'évaluer l'impact de la numérisation, en insistant sur l'aspect accessible de la mise en œuvre et de l'utilisation de ces nouvelles technologies pour les travailleurs/euses. Il convient de signaler l'intérêt particulier qu'a suscité la discussion du Groupe de travail sur les services sociaux au sujet des conséquences des nouvelles technologies dans le secteur des soins, en mettant notamment l'accent sur les applications pour téléphones portables, la géolocalisation et l'organisation du travail pour les soins à domicile (ainsi que le temps de travail et les risques psychosociaux).

Le travail sur les produits cancérigènes et autres substances toxiques revêt une importance considérable pour le réseau des pompiers de la FSESP, qui s'est réuni à Bruxelles au moment de la Journée internationale de commémoration des travailleurs.

La FSESP a continué à soutenir les affiliés d'Europe centrale et orientale pour leurs nouvelles initiatives en matière de syndicalisation et de recrutement. Cette question fut le thème central des réunions organisées à Podgorica, Monténégro, à Erevan, Arménie, à Bichkek, Kirghizistan, et à Sofia, Bulgarie.

## Notons le travail important réalisé dans

### les secteurs suivants :

#### SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

- Formation professionnelle continue et réduction des troubles musculosquelettiques, des risques psychosociaux et du stress au travail avec l'Association européenne des employeurs hospitaliers (HOSPEEM) ;
- Campagnes contre les conséquences négatives de la privatisation, de la marchandisation et de la commercialisation sur les travailleurs/euses, la qualité des services, les usagers/ères des services de santé et sociaux, et l'identification des synergies avec la campagne de l'ISP sur le droit à la santé ;
- Niveaux de dotation en personnel suffisants et efficaces ;
- Groupe de travail sur les services sociaux axé sur la privatisation, la numérisation, la normalisation à l'échelle de l'UE, les soins intégrés, la transition des soins institutionnels vers les soins de proximité – avec un axe thématique sur les soins aux personnes âgées, aux personnes handicapées et aux enfants. Nous avons créé des réseaux d'entreprises dans d'importantes entreprises françaises transnationales de soins, ORPEA et KORIAN.

#### SERVICES DE DISTRIBUTION

- Numérisation, libéralisation du secteur de l'énergie, transition juste, politique énergétique de l'UE, santé et sécurité ;
- Droit à l'eau et action visant à éliminer la pauvreté énergétique ;
- Janne Rudén (SEKO, Suède) a quitté la présidence du comité en raison de son départ à la retraite. Le comité a élu Matthew Lay (UNISON, Royaume-Uni) au poste de Président et Vidar Hennem (EL&IT, Norvège) à celui de Vice-président, pour travailler en collaboration avec le Vice-président, Thomas Kattinig (younion, Autriche) ;
- Déclaration commune sur une transition énergétique juste et propre avec les employeurs en novembre, rappelant l'importance de créer des emplois de qualité, de veiller au recyclage/perfectionnement professionnel, de faire participer les partenaires sociaux et les populations locales, d'utiliser des instruments financiers spécifiques pour garantir une transition juste et propre dans le secteur de l'électricité.

## AUTORITÉS LOCALES ET RÉGIONALES

- Approvisionnement, numérisation, remunicipalisation, programme urbain de l'UE, jeunes travailleurs/euses, égalité des genres, santé et sécurité ;
- Avancées du dialogue social pendant l'année. Nous discutons de la gouvernance économique avec les employeurs, de la mise en œuvre de l'accord sur le bien-être au travail et de l'égalité des genres. Les directives communes destinées à faciliter l'intégration des migrants ont été approuvées.

## ADMINISTRATION NATIONALE ET EUROPÉENNE

- Risques psychosociaux, protection des lanceurs d'alerte, travailleurs/euses migrants et demandeurs d'asile, campagne sur l'augmentation des salaires de la CES, et diverses questions de justice fiscale ;
- Nicoletta Grieco (FP-CGIL, Italie) a été élue Vice-présidente en remplacement de Stelios Tsiakkaros (CFDT-Interco, France) qui a fait valoir ses droits à la retraite ;
- Le travail réalisé par le Comité de l'AEN et par le Comité pour le dialogue social des Administrations centrales des gouvernements est passé quasiment inaperçu, à cause du retard pris par la Commission européenne concernant l'accord sur l'information et la consultation, signé en décembre 2015.

Téléchargez le rapport intégral sur la région européenne : [bit.ly/2PXK2Zg](http://bit.ly/2PXK2Zg)





# RAPPORT FINANCIER

Compte de résultats consolidé pour les douze mois s'achevant au 31 décembre 2017

<b>Recettes</b>	BILAN 2017	BUDGET 2017	AU-DESSUS/ EN DESSOUS DU BUDGET	BILAN 2016
COTISATIONS	€8,067,645	€7,900,000	2.12%	€7,712,839
SOURCES DE RECETTES EXCEPTIONNELLES	€114,184	€0	0.00%	€132,598
INTÉRÊTS ET PRODUITS DES INVESTISSEMENTS	€77,498	€70,000	10.71%	€71,951
REMBOURSEMENTS	€26,850	€30,000	-10.50%	€30,708
RECETTES EXCEPTIONNELLES	€87,868	€20,000	339.34%	€68,124
CONTRIBUTIONS AUX FONDS	€99,123	€150,000	-33.92%	€185,328
CONTRIBUTION BAILLEURS DE FONDS À GESTION DES PROJETS	€364,921	€526,000	-30.62%	€449,046
TOTAL RECETTES AVANT PROJETS	€8,838,090	€8,696,000	1.63%	€8,650,594
ACTIVITÉS FINANCIÉES PAR BAILLEURS DE FONDS	€1,543,061	€2,200,000	-29.86%	€2,150,599
<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>€10,381,151</b>	<b>€10,896,000</b>	<b>-4.73%</b>	<b>€10,801,192</b>

<b>Dépenses</b>				
<b>Total Activités stratégiques</b>	<b>€651,633</b>	<b>€792,500</b>	<b>-17.78%</b>	<b>€687,625</b>
<b>Congrès</b>	<b>€1,678,189</b>	<b>€1,600,000</b>	<b>4.89%</b>	<b>€0</b>
<b>Total Réunions statutaires</b>	<b>€471,978</b>	<b>€478,000</b>	<b>-1.3%</b>	<b>€688,646</b>

## Réunions et Événements

FÉDÉRATIONS SYNDICALES MONDIALES	€1,152	€2,000	-42.40%	€0
CSI	€0	€2,000	-100.00%	€0
RÉUNIONS FSESP	€904	€4,000	-77.40%	€1,447
GROUPE DE TRAVAIL SUR LES STATUTS (GTS)	€0	€20,000	-100.00%	€13,350
REPRÉSENTATION/COORDINATION DIRECTION	€71,869	€90,000	-20.15%	€56,433
CONTRÔLE/COORDINATION SIÈGE	€5,475	€10,000	-45.25%	€3,644
COORDINATION DES ÉQUIPES AU SIÈGE	€0	€2,000	-100.00%	€0
<b>TOTAL RÉUNIONS ET ÉVÉNEMENTS</b>	<b>€79,400</b>	<b>€130,000</b>	<b>-38.92%</b>	<b>€74,874</b>
REPRÉSENTATION (SOUS)-RÉGIONALE	€133,300	€118,500	12.49%	€133,210
ACCORD FSESP-ISP	€850,000	€850,000	0.00%	€850,000
COMMUNICATIONS	€108,227	€110,000	-1.61%	€111,194
PRIX KLUNCKER WURF	€0	€15,000	-100.00%	€15,000
CONTRIBUTIONS	€8,237	€15,000	-45.08%	€8,227

<b>Dépenses</b>	BILAN 2017	BUDGET 2017	AU-DESSUS/ EN DESSOUS DU BUDGET	BILAN 2016
<b>Total Personnel</b>	<b>€4,941,414</b>	<b>€5,014,000</b>	<b>-1.45%</b>	<b>€4,893,426</b>
<b>Total Frais de bureau</b>	<b>€650,959</b>	<b>€591,600</b>	<b>10.03%</b>	<b>€590,319</b>
FRAIS DE PERSONNEL/ BUREAUX ALLOUÉS AUX PROJETS	-€364,921	-€526,000	-30.62%	-€449,046
<b>Frais de Personnel/Bureaux nets</b>	<b>€5,227,451</b>	<b>€5,079,600</b>	<b>2.91%</b>	<b>€5,034,699</b>
AUDIT	€87,535	€89,600	-2.31%	€79,890
FONDS DESTINÉS AUX DONS (DÉPENSES)	€140,098	€150,000	-6.60%	€33,856
DÉPENSES EXCEPTIONNELLES	€154,617	€0	0.00%	€57,040
PROJETS À FINANCEMENT EXTERNE	€1,907,982	€2,726,000	-30.01%	€2,599,644
<b>TOTAL DÉPENSES AVANT AMORTISSEMENT ET PROVISIONS</b>	<b>€11,498,646</b>	<b>€12,154,200</b>	<b>-5.39%</b>	<b>€10,373,906</b>
AMORTISSEMENT	€47,907	€59,300	-19.21%	€45,734
PROVISIONS ET RÉSERVES	€274,119	€90,000	204.58%	€490,518
EXCÉDENT PROVISIONS AU FONDS DE SOLIDARITÉ	€73,524	€0	0.00%	€151,472
PRÉLÈVEMENTS PROVISIONS	-€1,280,000	-€1,280,000	0.00%	-€166,500
PRÉLÈVEMENTS RÉSERVES	€0	€0	0.00%	-€97,940
PRÉLÈVEMENTS FONDS DE SOLIDARITÉ	-€114,499	€0	0.00%	€0
<b>TOTAL PRÉLÈVEMENTS</b>	<b>-€1,394,499</b>	<b>-€1,280,000</b>	<b>8.95%</b>	<b>-€264,440</b>
<b>Total Dépenses</b>	<b>€10,499,697</b>	<b>€11,023,500</b>	<b>-4.75%</b>	<b>€10,797,190</b>
<b>Excédent/Déficit</b>	<b>-€118,546</b>	<b>-€127,500</b>	<b>-7.02%</b>	<b>€4,003</b>



**INTERNATIONALE  
DES SERVICES PUBLICS**

**45 AVENUE VOLTAIRE, BP 9  
01211 FERNEY-VOLTAIRE  
CEDEX, FRANCE**

**TEL: +33 4 50 40 64 64  
E-MAIL: [PSI@WORLD-PSI.ORG](mailto:PSI@WORLD-PSI.ORG)**

**[WWW.WORLD-PSI.ORG](http://WWW.WORLD-PSI.ORG)**